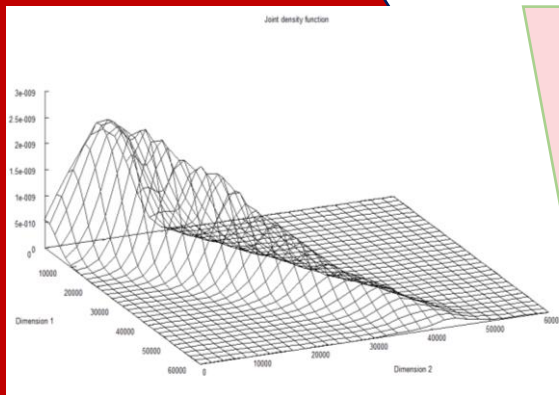




# OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines  
et de l'Artisanat du Cameroun

## Rapport sur la situation économique du Cameroun en 2020



Août 2021

# TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	II
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	III
LISTE DES ABREVIATIONS.....	IV
EDITORIAL .....	5
RESUME EXECUTIF.....	7
A- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2020.....	11
I. CROISSANCE ECONOMIQUE.....	13
II. COMMERCE INTERNATIONAL.....	19
III. COURS MONDIAUX DES PRODUITS DE BASE.....	23
IV. INFLATION MONDIALE.....	25
B-EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2020.....	29
I. PRODUCTION.....	30
II. DEMANDE NATIONALE.....	32
III. EVOLUTION DES PRIX.....	35
IV. SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES.....	39
4.1. RESSOURCES BUDGETAIRES.....	40
4.2. DEPENSES BUDGETAIRES.....	45
4.3. RESULTATS DE L'EXECUTION BUDGETAIRES.....	48
V. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	51
5.1. EVOLUTION DU SOLDE DES ECHANGES EXTERIEURS (OU DE LA CAPACITE DE REPONSE DE L'OFFRE CAMEROUNAISE A LA DEMANDE INTERNE ET EXTERNE).....	51
5.2. BALANCE DES ECHANGES DE BIENS.....	53
VI. MONNAIE ET CREDIT.....	59
C- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	72
I. ACTIVITE.....	73
II. CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT.....	76
III. PRIX DE VENTE.....	78
IV. EFFECTIFS EMPLOYES ET MASSE SALARIALE.....	80
V. TRESORERIE.....	83
VI. BENEFICES.....	85
VII. CLIMAT DES AFFAIRES.....	87
D- POINT DE REFLEXION.....	89
« COVID-19 ET COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE ET DES ENTREPRISES ».....	89
E- ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2020.....	97
BIBLIOGRAPHIE.....	112
COMITE DE REDACTION.....	113

# LISTE DES ILLUSTRATIONS

## Liste des tableaux

Tableau 1 : volume du commerce des marchandises (variation annuelle) .....	20
Tableau 2 : Evolution des cours de quelques produits de base exportés par les pays de la CEMAC.....	24
Tableau 3 : Overview of the World Economic Outlook Projections (Percent change, unless noted otherwise) .....	27
Tableau 4 : Évolution de l'activité du secteur secondaire (en%) de 2013 à 2020 .....	31
Tableau 5 : Évolution de l'activité du secteur primaire (en%) de 2013 à 2020 .....	31
Tableau 6 : Evolution de l'activité du secteur tertiaire (en%) de 2013 à 2020 .....	32
Tableau 7 : PIB et ses emplois (évolution des volumes en %) .....	34
Tableau 8 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011) .....	37
Tableau 9 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des différentes régions .....	38
Tableau 10 : Ressources budgétaires de l'exercice 2020 .....	41
Tableau 11 : Réalisations des recettes non fiscales (en milliards) .....	43
Tableau 12 : Ressources de trésorerie de 2020(en milliards) .....	45
Tableau 13 : Exécution globale des dépenses de 2020 (en milliards).....	46
Tableau 14 : Exécution du service de la dette.....	48
Tableau 15 : Évolution des soldes budgétaires de 2019 à 2020 (en milliards).....	49
Tableau 16 : Autres indicateurs et ratio budgétaire pour le Cameroun .....	51
Tableau 17 : Quelques chiffres clés du commerce extérieur du Cameroun (en milliard).....	54
Tableau 18 : Evolution des exportations en 2019 et 2020 (Q en millier de tonnes ; V, en millions de francs).....	55
Tableau 19 : Principaux clients du Cameroun en 2020.....	56
Tableau 20 : Evolution des importations de 2017 à 2019 (Q en millions de tonnes ; V, en milliards) .....	57
Tableau 21 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA) .....	64
Tableau 22 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA) .....	67
Tableau 23 : Dépôts par nature (en milliards) .....	67
Tableau 24 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA) .....	69

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Ampleur de la récession : Afrique et autres régions, 2018–2022 .....	16
Graphique 2 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des marchandises, 2020T1-2020T4 .....	21
Graphique 3 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des services commerciaux, 2020T1-2020T4.....	22
Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation en 2020 dans certains groupes de pays .....	25
Graphique 5 : Composantes de la masse monétaire (en %) .....	61
Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2020 .....	74
Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par région, en 2020.....	74
Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité, en 2020 .....	75
Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille, en 2020 .....	76
Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des conditions d'approvisionnement en 2020.....	76
Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des conditions d'approvisionnement par taille et par secteur d'activité, en 2020 .....	77
Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement, par région, en 2020 .....	78
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, en 2020.....	78
Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente par secteur d'activité et par taille, en 2020 .....	79
Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2020 .....	80
Graphique 16 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale en 2020 .....	81
Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale par secteur d'activité en 2020 .....	81
Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2020.....	82
Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2020.....	83
Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, pas secteur d'activité et par taille en 2020 .....	84
Graphique 21 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, par région, en 2020 .....	85
Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2020 .....	86
Graphique 23 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices, par secteur d'activité, en 2020 .....	86
Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices, par taille, en 2020 .....	87
Graphique 25 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2020 .....	88

# LISTE DES ABREVIATIONS

AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AFB	: Afriland First Bank
BAC	: Banque Atlantique du Cameroun
BAD	: Banque Africaine de Développement
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BM	: Banque Mondiale
BREXIT	: British Exit
BTA	: Bons du Trésor Assimilables
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CAM	: Centre d'Arbitrage et de Médiation de la CCIMA
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
CCI	: Centre du Commerce International
CCIMA	: Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun
CEA	: Commission Economique pour l'Afrique
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun
CHAN	: Championnat d'Afrique des Nations de Football
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement
CPCCAF	: Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
CPM	: Comité de Politique Monétaire
DGB	: Direction Générale du Budget
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGI	: Direction Générale des Impôts
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
EMF	: Etablissement de Microfinance
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FCR	: Facilité de Crédit Rapide
FMI	: Fonds Monétaire International
FINEX	: Finance Extérieure
Fintech	: Finance et Technologie
GE	: Grande Entreprise
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des prix à la consommation
ITC	: International Trade Centre
LFI	: Loi de Finance Initiale
LFR	: Loi de Finance Rectificative
ME	: Moyenne Entreprise
MINFI	: Ministère des Finances
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTA	: Obligations du Trésor Assimilables
PE	: Petite Entreprise
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
RCA	: République Centrafricaine
SCB	: Société Camerounaise des Banques
SGC	: Société Générale du Cameroun
SNH	: Société Nationale des Hydrocarbures
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
TPE	: Très Petite Entreprise
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Cameroon
USA	: United States of America

## **Editorial**

### **Faire des contraintes imposées par la COVID 19, une opportunité.**

L'apparition de la COVID 19 a eu des effets certains sur le fonctionnement des économies. Si les restrictions imposées pour éviter la propagation du virus ont été délétères à de nombreuses activités, perturbant ainsi les circuits de distribution, elles ont surtout imposé aux citoyens des restrictions en termes de mobilités et de nouvelles habitudes de consommation qu'il faudrait en notre sens pérenniser dans la mesure où la pandémie persiste. En effet, pour tous les pays, notamment pour ceux fortement extravertis, la perturbation des activités de production et de commercialisation, en créant la rareté des biens et services habituellement importés, a également redirigé une bonne partie de la demande des biens extérieurs vers l'intérieur ce qui n'a eu qu'à lui proposer des substituts. Ainsi, chaque nation a dû mettre la main à la patte, en fonction de ses capacités, pour éviter la rareté des biens essentiels à la survie des populations. C'est ainsi, par exemple, que le marché des kits de protection contre la propagation du covid-19 s'est créé au Cameroun ; il en est de même de la structuration de la pharmacopée traditionnelle, face aux doutes des panacées proposées par l'occident.

La crise sanitaire s'est présentée comme une opportunité pour le Cameroun de se pencher sur les besoins de consommation des camerounais privilégiant l'offre nationale. Aussi, cette période de crise ne devrait-elle pas être le temps favorable pour stimuler davantage le génie, encourager l'innovation, proposer aux consommateurs de nouveaux produits, automatiser leur production et les aider à pénétrer les marchés ? Nous pouvons répondre par l'affirmative à cette interpellation.

Sans forcer le destin et sans avoir peur de manquer aux obligations internationales en matière de facilitation du commerce, les vents nous semblent favorables à une véritable transformation structurelle de l'économie et en particulier, à une réelle densification du tissu industriel.

Aussi, et tout en saluant les efforts du gouvernement qui s'active à proposer un plan ambitieux de relance post COVID 19, nous en appelons à toutes les forces vives de la nation pour que chacun s'investisse plus que par le passé en vue de la construction d'un tissu industriel capable de proposer à terme, des produits compétitifs aux camerounais, mais également à l'Afrique engagée à bâtir une zone de libre-échange viable. Il sera question pour tous les opérateurs économiques impliqués dans ces créneaux de rechercher la productivité et de renforcer la compétitivité de leurs produits.

Cela passe aussi par une mobilisation pour la création des industries locales de fabrication d'intrants utiles aux activités agricoles et industrielles dont les prix et le fret ont grimpé avec la crise sanitaire. Il y a lieu de multiplier les plateformes du Forum des Investisseurs internationaux dans la mise en relation entre les porteurs de projets et les financiers. L'Etat est interpellé pour mettre à la disposition des acteurs économiques des infrastructures économiques de qualité. Il en est de même dans l'accompagnement du secteur privé dans la promotion du « made in Cameroon », en multipliant des espaces d'exposition et en œuvrant d'avantage à la maîtrise du contenu local.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions transformer les contraintes apparues ou accentuées par la crise sanitaire, en une opportunité à saisir pour un développement plus inclusif du Cameroun. Mais le temps presse et les autres n'attendent pas pour réagir.

*Le président de la CCIMA*

***Honorable Christophe EKEN***

# RESUME EXECUTIF

## Environnement économique international

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Cette crise a contraint les responsables politiques à prendre des mesures pour limiter son impact économique. La croissance mondiale s'est contractée de 3,2% selon le FMI.

Toutefois, l'assouplissement en mai et juin 2020 des mesures de confinement et la découverte vers la fin d'année, de vaccins contre la pandémie ont redonné un regain de confiance aux agents économiques qui ont pu progressivement renouer avec certaines de leurs activités, boostant ainsi les échanges tout en contribuant à relever les cours des produits de base.

## Evolution de l'économie du Cameroun en 2020

Le taux de croissance économique en 2020 au Cameroun est estimé à 0,7% selon l'INS. Cette performance notable, au vue du contexte économique marquée par la crise sanitaire, résulte de la bonne tenue des activités dans les secteurs secondaire (avec une contribution de 1 point à la croissance annuelle) et primaire (avec un apport de 0,2 point à la croissance). En fin 2020, le niveau général des prix a augmenté de 2,5% comme en 2019. La hausse est de 5% par rapport à l'année 2018.

Le budget 2020 a été exécuté dans un environnement difficile marqué par les effets de la pandémie de COVID-19, ce qui a justifié l'adoption d'une loi de finances rectificative. L'exécution budgétaire a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, avec une performance relativement bonne enregistrée au niveau des recettes fiscales par rapport aux prévisions révisées, ainsi qu'une maîtrise dans l'exécution des dépenses qui ont été globalement contenues dans les limites

prévisionnelles. La situation de l'exécution du budget fait ressortir un solde budgétaire global (base ordonnancement dons compris) déficitaire de 804,4 milliards, en-dessous de la prévision révisée de 986,6 milliards.

En 2020, le déficit de la balance commerciale s'est réduit de 56 milliards pour s'établir à 1 409 milliards. La valeur des exportations des produits camerounais a baissé de 14,6%. Cette variation est imputable à la baisse des recettes d'exportations des huiles brutes de pétrole (-36%), du gaz naturel liquéfié (-30%), des bois et ouvrages en bois (-9%) et du coton brut (-13%). Par ailleurs, le taux de pénétration du marché intérieur est retombé à 15,3% en 2020, après trois années de hausse, en lien avec la baisse d'activités.

A fin décembre 2020, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 7 402,1 milliards, en hausse de 13,2% en glissement annuel. Dans le même temps, la masse monétaire a progressé de 12,1% pour s'établir à 6 071,2 milliards, du fait de la hausse de 21,5% du crédit intérieur.

Le secteur bancaire quant à lui, se caractérise par une consolidation de ses activités, notamment : (i) une hausse du total des bilans ; (ii) une augmentation des dépôts de la clientèle ; (iii) un accroissement des crédits à la clientèle ; (iv) une amélioration de l'inclusion financière et de ; (v) la conformité aux normes prudentielles.

En effet, le total du bilan de l'ensemble des banques progresse à un rythme plus élevé (8,3%), pour se situer à 7 010,7 milliards. Afriland First Bank occupe la première place, avec 18,0% du total du bilan de l'ensemble des banques. Aussi, les dépôts et les crédits à la clientèle augmentent de 10,4% et de 6,7% respectivement pour se fixer à 5 378,4 milliards et 3 908,8 milliards respectivement en glissement annuel



## **Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité**

Les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la CCIMA en avril et mai 2021 auprès de 297 entreprises montrent que le moral des chefs d'entreprises interrogés a été bas en 2020, en phase avec la baisse globale du niveau d'activités.

56,1% des responsables d'entreprises interrogés pensent, en effet, que leur chiffre d'affaires a baissé en 2020, traduisant ainsi la perception négative qu'ont la majorité des entreprises, de toutes les tailles, de tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions sur leurs conditions d'approvisionnement (solde d'opinion de -61,5%) d'une part, et, d'autre part, sur les évolutions des variables telles que le niveau de leurs commandes, les prix (solde d'opinion de -9,9%), les emplois, les salaires, les bénéfices (solde d'opinion de -50,8%) et le climat des affaires (-54,5%).

Les opinions émises sont fortement influencées par le contexte de la COVID-19 (pour 94,5% des répondants) d'une part et par la persistance de l'insécurité dans le septentrion et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (70,9%) d'autre part.

## **COVID-19 et compétitivité de l'économie et des entreprises**

Ce rapport a conduit une analyse sur l'impact du Covid-19 sur la compétitivité des économies et des entreprises africaines. Il en ressort, que les économies africaines n'ont pas été épargnées par la pandémie de COVID-19. L'impact économique a été : 1) une croissance économique en berne ; 2) un creusement des déficits publics et une hausse de la dette publique ; 3) des échanges extérieurs en baisse du fait de la faiblesse de la demande des produits de base ; 4) l'effondrement du tourisme et du transport aérien ; et 5) la dépréciation des monnaies locales.

Au niveau des entreprises, l'impact s'explique premièrement par l'interruption brutale des chaînes logistiques articulées avec la Chine. En Afrique, deux entreprises sur trois sont sévèrement impactées par la pandémie de COVID-19, contre en moyenne 55 % des autres continents, confirmant la fragilité du secteur privé africain.

Face à cette situation, les aides financières ressortent comme les principales mesures gouvernementales sollicitées par une majorité d'entreprises. Par ailleurs, les allègements fiscaux temporaires seraient les mieux à même de soulager les entreprises de taille moyenne. Deux grandes entreprises sur trois souhaitent bénéficier d'aides à l'emploi et d'une pause dans les prélèvements fiscaux, et un tiers fait appel à une réduction des taxes à l'importation, quand un tiers des PME solliciterait plutôt une absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers ou des charges locatives.

# **A- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2020**



L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire sans précédent. L'apparition en fin d'année 2019 et la propagation rapide du nouveau Corona virus au premier trimestre de 2020, combinées aux dégâts sanitaires qu'il a engendrés, ont contraint les responsables politiques à prendre des mesures dont l'impact économique s'est fait ressentir sur la majeure partie de l'année. Ces mesures ont dans un premier temps visé à contenir la propagation de la Covid-19 entre autres la restriction des mouvements de personnes, l'édiction des mesures barrières et la recherche des solutions médicales au problème apporté par le virus.

Le ralentissement, voire l'arrêt des activités induit par ces nouvelles règles de conduite, a affecté les femmes, les jeunes, les pauvres, les travailleurs de l'économie informelle et ceux des secteurs où les contacts sont fréquents, mais le bilan reste mitigé. Tandis que certaines branches du secteur industriel ont été emmenées à se réinventer pour produire en quantité suffisante les équipements de protection individuelle (gels, masques...) et que, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont dû s'adapter à la forte demande induite par le confinement des populations.

Dans ces conditions, les gouvernements ont adopté des lois de finances rectificatives pour s'adapter à la nouvelle donne. De fait, pour 2020, les perspectives de croissance de l'économie mondiale estimées par le Fonds Monétaire International (FMI) dans sa publication y relative de juillet 2021, tablent sur une contraction de 3,2% de la croissance mondiale.

Après une forte contraction observée au premier semestre 2020, l'économie mondiale a en effet rebondi dès le troisième trimestre 2020, en particulier dans les pays avancés où l'activité a commencé à reprendre de la vigueur plus tôt qu'escompté. L'assouplissement en mai et juin 2020 des mesures de confinement et la découverte vers la fin d'année, de vaccins contre la pandémie ont redonné confiance aux agents économiques qui ont progressivement renoués avec leurs activités, boostant ainsi les

échanges tout en contribuant à relever les cours des produits de base.

Le ralentissement de la production s'est davantage fait ressentir dans le groupe des pays avancés que dans celui des pays émergents et en voie de développement. Ainsi, la zone euro, devrait afficher un taux de -6,5% en 2020. Le ralentissement est moins prononcé en Chine, +2,3%, contre une moyenne de 6% depuis près d'une décennie.

En Afrique subsaharienne, la baisse de la production des deux géants que sont l'Afrique du Sud (-7%) et le Nigéria (-1,8%), a fortement contribué à diminuer le PIB de la zone de 1,8%.

## **I. Croissance économique**

La croissance économique mondiale devrait s'établir à -3,2% en 2020, après 2,8% en 2019. Du fait d'un impact plus prononcé de la pandémie sur les économies avancées (cf graphique 1), le recul du PIB dans ces pays est le plus important, comparé à celui observé dans le groupe des pays émergents et en développement. La croissance devrait néanmoins rebondir de 6% en 2021, selon les projections du FMI de Juillet 2021.

De vastes mutations structurelles dans de nombreux pays sont attendues, avec le redéploiement de ressources au détriment de secteurs dont l'activité pâtira de la distanciation, des modifications des lieux de travail pour relever les normes de sécurité et l'adoption de nouvelles technologies facilitant le télétravail.

### **1.1. Pays avancés**

Par zone et par pays, l'ampleur du choc et le rythme de reprise sont contrastés. Dans le groupe des pays avancés, le PIB devrait se contracter de 4,6% en 2020 contre une hausse de 1,6% en 2019, et rebondir à 5,6% en 2021.

Les États-Unis devraient enregistrer une récession de 3,5%, puis renouer avec une croissance de 7 % en 2021.

Dans la zone euro, les projections tablent sur une contraction de 6,5% en 2020, en raison d'une baisse des activités dans les pays moteurs de l'économie de la zone et d'un fléchissement au premier semestre plus marqué qu'aux États-Unis.

Au Japon, la croissance économique s'établirait à -4,7 % en 2020, en liaison avec la chute des exportations et de la consommation des ménages. Il y est prévu une croissance de 2,8% en 2021.

Au Royaume-Uni, l'activité chute de 9,8% en 2020. La crise de la COVID-19 et le Brexit qui laissent planer beaucoup d'incertitudes quant à l'avenir, justifieraient cette évolution. En 2021, la croissance est projetée à 7%.

## **1.2. Pays émergents et en développement**

Pour l'ensemble des pays émergents et des pays en développement, la croissance est estimée à -2,1% en 2020 contre 3,7% en 2019, et projetée à 6,3% en 2021. Cette contre-performance est principalement imputable à la baisse d'activité dans les pays émergents et en développement d'Amérique Latine et des Caraïbes (-7%).

Les pays émergents et en développement d'Asie enregistrent un taux de croissance de -0,9% ; la relative bonne performance chinoise a compensé la baisse d'activité en Inde. En effet, la croissance de la Chine est estimée à 2,3% en 2020 contre -7,3% en Inde, frappé durement par la pandémie de Covid-19. La Chine tire son épingle du jeu grâce notamment, à l'investissement public qui a permis de renouer avec la croissance dès le deuxième trimestre 2020. En 2021, le taux de croissance de la Chine serait de 8,1% tandis que celle de l'Inde serait de 9,5%.

Le taux de croissance des autres pays de l'Europe s'est contracté de 2% en 2020, du fait principalement de la mauvaise conjoncture

en Russie (-3%). En 2021, l'on estime que la croissance en Russie bondirait de 4,4%, et celle de l'ensemble des autres pays européens de 4,9%.

La production des pays émergents et en développement situés au Moyen Orient et en Asie centrale a reculé de 2,6% en 2020, suite à l'effondrement des prix du pétrole occasionné par la crise sanitaire. En 2021, suite à la remontée des cours, le PIB augmenterait de 2,4% en Arabie Saoudite, et de 4% dans l'ensemble des pays de ce groupe.

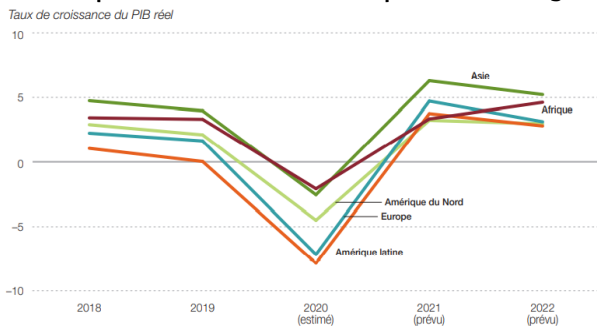
En Afrique subsaharienne, le PIB réel se contracte de 3,0 % en 2020, en lien avec la mauvaise conjoncture au Nigéria (-1,8%) et surtout en Afrique du Sud (-7%). La croissance augmenterait de 3,1 % en 2021 dans la zone. En 2021, le PIB croîtrait de 2,5% au Nigeria et de 4% en Afrique du Sud.

### **1.3. Afrique**

En 2020, l'activité économique a été limitée en Afrique par la pandémie mondiale sans précédent causée par la COVID-19. Après s'être contracté de 2,1 % en 2020, le PIB réel devrait croître de 3,4 % en 2021. Cette reprise prévue après la pire récession enregistrée depuis plus d'un quart de siècle sera soutenue par une reprise du tourisme, un rebond des prix matières premières et la levée des restrictions induites par la pandémie. Les perspectives sont toutefois sujettes à une grande incertitude liée à des risques externes et internes.

On estime qu'en 2020, le PIB par habitant a diminué de 10 % en valeur nominale. L'impact de la pandémie sur l'Afrique ayant été plus modéré que prévu, la récession de 2020 n'a toutefois pas été aussi grave que ne le projetait la Banque Africaine de Développement. L'Afrique a subi moins de pertes économiques dues à la pandémie que d'autres régions du monde.

## Graphique 1 : Ampleur de la récession : Afrique et autres régions, 2018–2022



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

### 1.3.1. Afrique du Nord

Les économies de l'Afrique du Nord ont connu une contraction relativement légère (-1,1 %) en 2020, principalement du fait de la performance de l'Égypte, qui a enregistré une croissance de +3,6 % malgré l'impact sanitaire relativement sévère dans le pays. D'autres pays de la région tels la Tunisie (-8,8 %), le Maroc (-5,9 %) et l'Algérie (-4,7 %) ont connu de graves récessions en 2020. Les effets conjugués de la COVID-19, des conflits internes et de la chute des prix du pétrole ont provoqué une contraction estimée à 60,3 % du PIB réel en Libye. L'Afrique du Nord devrait connaître une reprise de 4 % en 2021 et de 6 % en 2022.

### 1.3.2. Afrique Australe

L'Afrique australe a été durement touchée par la pandémie et a enregistré une contraction économique de 7,0 % en 2020. Son économie devrait progresser de 3,2 % en 2021 et 2,4 % en 2022. Les économies dépendantes du tourisme ont connu le recul de croissance le plus important en 2020, soit -11,5 % pour l'ensemble du groupe, qui comprend notamment Maurice (-15 %), les Seychelles (-12 %). Elles devraient connaître une reprise en 2021, avec un taux de croissance projeté à 6,8 %, à condition que la



pandémie soit maîtrisée, permettant ainsi une reprise du tourisme et des voyages internationaux.

Dans les pays exportateurs de pétrole, le PIB s'est contracté de 1,5 % en 2020, sous l'effet combiné de la baisse de la demande et des prix de pétrole. Le taux de croissance est estimé à 3,1 % en 2021, après la reprise attendue des prix du pétrole.

Les autres économies à forte intensité en ressources ont, selon les estimations, reculées de 4,7 % du PIB en 2020, en raison d'une baisse des prix des métaux et minéraux due à une demande plus faible. Le Botswana (-8,9 %), l'Afrique du Sud (-8,2 %) et la Zambie (-4,9 %) ont été particulièrement touchés. La croissance devrait reprendre pour s'établir à 3,1 % en 2021.

### **1.3.3. Afrique de l'Ouest**

Le PIB en Afrique de l'Ouest a reculé de 1,5 % en 2020, mieux que la projection initialement prévue de -4,3 % en juin 2020, en partie grâce à la propagation relativement limitée du virus dans la région. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont maintenu une croissance positive en 2020 grâce à des mesures de confinement plus ciblées et moins restrictives, notamment le Bénin (2,3 %), la Côte d'Ivoire (1,8 %) et le Niger (1,2 %). D'autres pays tels que le Cap-Vert (-8,9 %), le Liberia (-3,1 %) et le Nigeria (-3 %) ont subi une récession en 2020. La croissance dans la région devrait atteindre 2,8 % en 2021 et 3,9 % en 2022, avec l'assouplissement des restrictions et un rebond des prix des matières premières.

### **1.3.4. Afrique de l'Est**

C'est la région la plus résiliente, grâce à sa moindre dépendance aux produits de base et à son économie plus diversifiée. Sa croissance a atteint 5,3 % en 2019 et est estimée à 0,7 % en 2020. La croissance du PIB réel est projetée à 3,0 % en 2021, et à 5,6 % en 2022. Les pays les plus performants en 2021 devraient être Djibouti (9,9 %), le Kenya (5,0 %) et la Tanzanie (4,1 %).

### **1.3.5. Afrique Centrale**

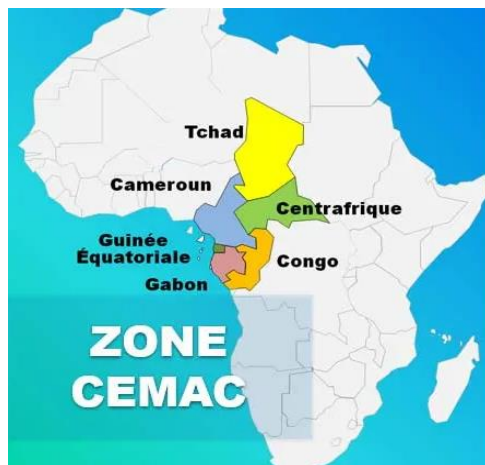
En Afrique centrale, le PIB réel s'est contracté de 2,7 % en 2020. Les pays fortement touchés par la crise dans la sous-région sont la République du Congo (-7,9 %), la Guinée équatoriale (-6,1 %), le Cameroun (-2,4 %) et la République démocratique du Congo (-1,7 %). La croissance de la zone devrait remonter à 3,2 % en 2021 et à 4 % en 2022.

### **1.4. CEMAC**

Les économies de la CEMAC devraient enregistrer un recul de leur production globale en 2020, selon la BEAC. Pour cette zone dépendante du pétrole brut, la BEAC table sur :

- une contraction de la croissance du PIB réel de 2,1 % (dont -4,2 % pour le secteur pétrolier et -1,6 % pour le secteur non pétrolier), contre + 2,1 % en 2019 ;
- un taux d'inflation de 2,4% contre 2,0% un an plus tôt ;
- un creusement du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris à -2,9 % du PIB, contre -0,1 % du PIB en 2019 ;
- un solde global de la balance des paiements est devenu déficitaire passant de 0,2 % du PIB (98,2 milliards) en 2019 à -2,9 % du PIB (-1 498,6 milliards) en 2020.

Par pays, la BEAC estime que seule la RCA devrait enregistrer une croissance de 1,5% en 2020, contre 2,8% en 2019. Le reste des pays enregistrerait une croissance négative : -0,7% pour le Tchad, -1% pour le Cameroun et le Gabon, -5,7% pour la Guinée Equatoriale, et -6% pour le Congo.



## II. Commerce international

Les échanges mondiaux ont reflété la conjoncture morose observée en 2020. Le volume du commerce mondial a diminué de -8,3% en 2020, après une légère hausse de 0,9% en 2019. Cette évolution est imputable aux restrictions imposées aux déplacements et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, cantonnant les échanges à ceux essentiels pour la survie des populations, victimes de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, les échanges mondiaux ont davantage tourné autour de produits manufacturés utiles à la prise en charge des patients, aux communications, alors que les services échangés étaient davantage liés aux transports maritimes.

En outre, les échanges ont plus ralenti dans le groupe des pays avancés (-9,2%) que dans celui des pays émergents et en développement (-6,7%).

Avec la réouverture progressive des frontières depuis la fin d'année 2020, l'OMC entrevoit toutefois une accélération (+9,7%) des échanges mondiaux en 2021.

## 2.1. Commerce des marchandises

Les estimations de l'OMC font état d'un recul du volume du commerce des marchandises de 5,3% en 2020. Ce recul est inférieur aux 9,2% prévues antérieurement par l'Institution. Le regain de confiance des entreprises et des consommateurs suite à l'annonce de nouveaux traitements et les mesures d'assouplissement des restrictions anti COVID-19, sont à mettre à l'actif de l'amélioration de ces estimations du volume des échanges en 2020.

Par type d'opération, l'OMC signale que le volume des exportations a moins fléchi que le volume des importations, surtout en Asie.

Tableau 1 : volume du commerce des marchandises (variation annuelle)

	2017	2018	2019	2020	2021P	2022P
Volume du commerce mondial des marchandises	4,9	3,2	0,2	-5,3	8,0	4,0
<b>Exportations</b>						
Amérique du Nord	3,4	3,8	0,3	-8,5	7,7	5,1
Amérique du Sud <sup>c</sup>	2,3	0,0	-2,2	-4,5	3,2	2,7
Europe	4,1	1,9	0,6	-8,0	8,3	3,9
CEI <sup>d</sup>	3,9	4,1	-0,3	-3,9	4,4	1,9
Afrique	4,7	2,7	-0,5	-8,1	8,1	3,0
Moyen-Orient	-2,1	4,7	-2,5	-8,2	12,4	5,0
Asie	6,7	3,8	0,8	0,3	8,4	3,5
<b>Importations</b>						
Amérique du Nord	4,4	5,1	-0,6	-6,1	11,4	4,9
Amérique du Sud <sup>c</sup>	4,5	5,4	-2,6	-9,3	8,1	3,7
Europe	3,9	1,9	0,3	-7,6	8,4	3,7
CEI <sup>d</sup>	14,0	4,1	8,5	-4,7	5,7	2,7
Afrique	-1,7	5,4	2,6	-8,8	5,5	4,0
Moyen-Orient	1,1	-4,1	0,8	-11,3	7,2	4,5
Asie	8,4	5,0	-0,5	-1,3	5,7	4,4

a Les chiffres pour 2021 et 2022 sont des projections.

b Moyennes des exportations et des importations.

c Amérique du Sud et centrale et Caraïbes.

d Communauté d'États indépendants (CEI), y compris certains États associés et anciens États membres.

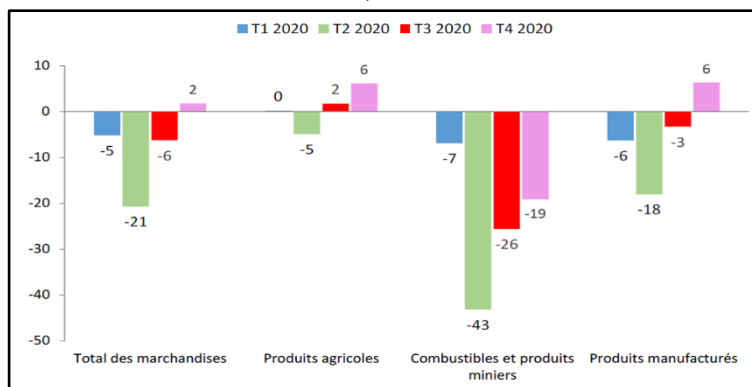
Source: OMC pour le commerce; estimations consensuelles pour le PIB

Par type de produits, la valeur des échanges relatifs aux biens agricoles a connu un meilleur dénouement en 2020. L'OMC note qu'elle s'est très vite améliorée à partir du second semestre, ainsi qu'il apparaît sur le graphique 2 suivant. De fait, dès le troisième trimestre, la valeur des échanges de ces produits a renoué avec une croissance positive de 2%. Au quatrième trimestre, cette croissance a été forte et a atteint un taux de 6%.

La valeur échangée des produits manufacturés a augmenté de 6% en 2020 malgré une chute de 18% au deuxième trimestre.

Le montant des produits combustibles et miniers échangés n'a cessé de diminuer toute l'année, même si l'on note un ralentissement dans le rythme de diminution. La plus forte baisse a été observée au second trimestre avec, un repli de 43% en glissement annuel. Progressivement, la valeur des échanges des produits combustibles et miniers s'est améliorée, aidée par la légère remontée des cours de ces produits sur les marchés internationaux.

Graphique 2 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des marchandises, 2020T1-2020T4



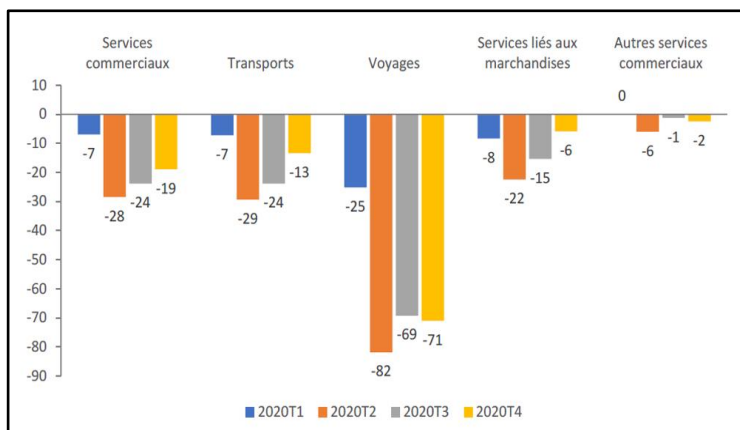
Source: Estimations de l'OMC.  
 ([https://www.wto.org/french/news\\_f/pres21\\_f/pr876\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr876_f.htm))

## 2.2. Commerce des services

Les échanges des services ont baissé en 2020, en lien avec l'atonie d'activité dans les services de voyage et de transport. Les services informatiques et financiers ont eu tendance à se redresser, du fait de leur utilisation massive pendant les confinements.

Concernant les services liés au voyage, l'on note que si les transports internationaux ont eu du mal à être effectués, la cadence de ceux maritimes a été plus stable. Les transports aériens n'ont en effet repris qu'en fin d'année, pour permettre les regroupements familiaux pendant les fêtes, tandis qu'en dépit du net ralentissement observé au deuxième trimestre, les services de transport maritime ont continué à être rendus du fait de l'utilisation privilégiée de ce mode de transport pour la desserte en produits de première nécessité.

Graphique 3 : Croissance en glissement annuel du commerce mondial des services commerciaux, 2020T1-2020T4



Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC.  
[https://www.wto.org/french/news\\_f/pres21\\_f/pr876\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr876_f.htm)

### **III. Cours mondiaux des produits de base**

En 2020, l'évolution des cours des principaux produits qui font l'objet d'échanges entre les pays de la CEMAC et le reste du monde reste assez mitigée. Si les prix des produits énergétiques ont chuté de 32,7%, en revanche ceux des produits de base énergétiques se sont appréciés de 6,7%.

#### **3.1. Produits énergétiques**

Dans le groupe des produits énergétiques, les cours du pétrole ont chuté de 32,5% en glissement annuel et ceux du gaz, de 23,5%. La baisse des cours de pétrole a été plus faible que prévue du fait de l'ouragan Laura, qui a perturbé la production dans le golfe du Mexique, l'annonce d'une baisse de production des pays membres de l'OPEP et le frémissement de la demande de gros importateurs mondiaux tel que la Chine.

#### **3.2. Produits non énergétiques**

Les produits non énergétiques se sont globalement appréciés en 2020. En glissement annuel, les prix des métaux négociés sur les principales places boursières affichent une hausse lorsqu'il s'agit du fer, de l'or et du manganèse, et une baisse, pour ce qui est de l'Aluminium et du diamant.

Du côté des produits forestiers, l'on observe une appréciation des prix en 2020 par rapport à 2019. Les prix des bois bruts augmentent de 1,75%, tandis que ceux des bois sciés stagnent à 0,56%.

Par ailleurs, les cours des produits agropastoraux n'ont pas tous évolué dans la même direction. Les cours du coton, du tabac, de la gomme arabique et de la viande de bœuf enregistrent des décotes en 2020, tandis que ceux du cacao, du riz, du caoutchouc, de l'huile de palme, de la banane, du sucre, du café ont été bien orientés.

Tableau 2 : Evolution des cours de quelques produits de base exportés par les pays de la CEMAC

Produit	Unité	2019Q1	2019Q2	2019Q3	2019Q4	2019	2020Q1	2020Q2	2020Q3	2020Q4	2020	Var. 2020/2019
<b>Produits énergétiques</b>												
Pétrole Brut	\$/baril	60.5	65.1	59.7	60.3	61.4	49.1	30.3	42.7	43.6	41.425	-32.53%
Gaz naturel	\$/mmbtu)	6.9	5.5	5.6	5.8	5.95	5	4.5	3.9	4.8	4.55	-23.53%
<b>Métaux et minéraux</b>												
Fer	\$(dmtu)	83.6	100.9	102.1	88.7	93.825	90.8	93.9	117.8	133.2	108.925	16.09%
Aluminium	\$(/mt)	1862.6	1794.2	1763.7	1757.4	1794.475	1690.7	1498.3	1708.3	1918.7	1704	-5.04%
Diamant	\$(/carat)	156.8	157.8	162.8	154.8	158.05	156.8	154.8	154.8	154.8	155.3	-1.74%
Or	\$(/troy oz)	1304.2	1309.6	1474.6	1481.6	1392.5	1583.2	1710.4	1912.4	1874.7	1770.175	27.12%
Manganèse	\$/kg	1.7	1.7	1.9	1.9	1.8	1.9	1.9	1.8	1.8	1.85	2.78%
<b>Produits forestiers</b>												
Grumes	\$/m3	305.9	303.8	303.7	301.7	303.775	300.5	301.5	315.3	319.1	309.1	1.75%
Sciages (Contre-plaqués, Lames et Feuillages de placages)	\$/m3	623.9	615.9	590.4	616.9	611.775	613.7	594.8	619.3	632.9	615.175	0.56%
<b>Produits agricoles</b>												
Cacao	\$/kg	2.2	2.4	2.3	2.5	2.35	2.6	2.3	2.3	2.4	2.4	2.13%
Riz	\$(/mt)	390.7	390.1	399.9	393.1	393.45	429.4	495.9	476	479.7	470.25	19.52%
Caoutchouc	\$(/kg)	1.7	1.8	1.6	1.5	1.65	1.6	1.4	1.7	2.3	1.75	6.06%
Coton	\$(/kg)	1.8	1.8	1.6	1.7	1.725	1.6	1.4	1.5	1.7	1.55	-10.14%
Huile de palme	\$(/mt)	586.9	583.9	570.1	681.6	605.625	724.7	611.4	750.9	905.3	748.075	23.52%
Banane	\$(/kg)	0.9	0.9	0.8	0.9	0.875	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	2.86%
Sucre	\$(/kg)	0.28	0.28	0.27	0.28	0.2775	0.3	0.24	0.28	0.3	0.28	0.90%
Tabac	\$(/mt)	4900	4742.7	4757.5	4673.4	4768.4	4708.3	4626.9	4543.2	4383.2	4565.4	-4.26%
Café	\$(/kg)	2.3	2.2	2.2	2.4	2.275	2.3	2.3	2.5	2.5	2.4	5.49%
Gomme arabique	\$/tonne	1658.8	1660.8	1666.8	1658.8	1661.3	1660.8	1658.8	1658.8	1658.8	1659.3	-0.12%
Viande de bœuf	\$(/kg)	4.3	4.6	4.6	5.5	4.75	4.7	4.9	4.6	4.4	4.65	-2.11%
<b>Produits de la pêche</b>												
Poisson (frais ou réfrig. à l'exception des filets de poisson & autre chair de poisson)	\$(/kg)	1478.22	1513.06	1439.48	1362.64	1448.35	1379.51	1410.62	1481.54	1459	1432.6675	-1.08%

Source : BEAC Rapport sur la politique monétaire, juin 2021

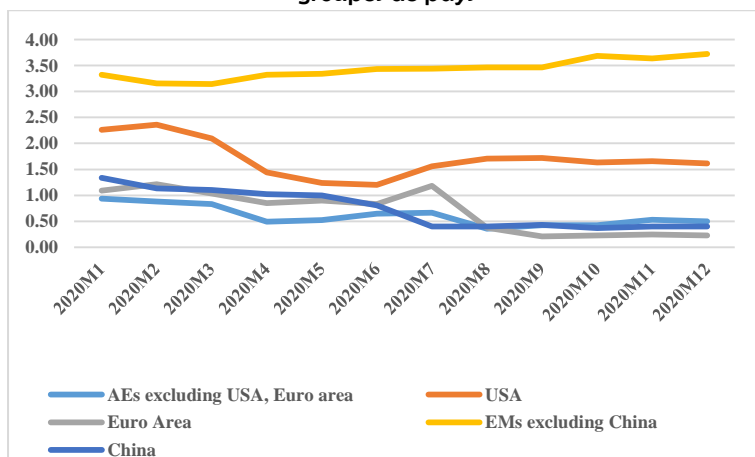


## IV. Inflation mondiale

Selon les données de la Banque Mondiale, l'inflation mondiale est partie de 2,1% en 2019 pour s'établir à 1,9% en 2020. L'arrêt de la production dans quasiment tous les pays a suscité une inflation plus forte chez les pays importateurs que chez les pays exportateurs au début de la pandémie. La reprise de la production dans les principaux bassins de production combinée aux politiques budgétaires de relance, ont permis de contenir la hausse des prix.

Ainsi, dans les pays avancés, où les mesures de soutien à l'activité ont été largement mises en œuvre, l'inflation en 2020 affiche un taux de 0,7%, après 1,4% en 2019. Dans les pays émergents et en développement, plus dépendants de l'extérieur en produits alimentaires, le taux d'inflation constaté (5,1%) est resté identique à celui de 2019.

Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation en 2020 dans certains groupes de pays



Source : FMI, PEM juillet 2021

## **4.1. Pays avancés**

Parmi les pays avancés, les prix ne progressent que de 1,2% aux USA. Dans la zone euro, ceux-ci augmentent de 0,3%. Au Japon, les prix se maintiennent au même niveau qu'en 2019 et au Canada ils n'évoluent que de 0,7% en 2020.

En Europe, l'Angleterre affiche un taux d'inflation de 1% et parmi les pays de la zone euro, l'Allemagne, et la France affichent des taux de croissance des prix de 0,5%. En Espagne et en Italie, ceux-ci ont respectivement diminué de 0,3% et 0,1%.

## **4.2. Pays émergents et en développement**

Dans les pays émergents où les prix ont évolué de 5,1% en 2020 comme en 2019, les prix croissent de 2,4% en Chine.

Hormis la Chine, l'inflation a été plus importante dans la majorité des pays de ce groupe. En effet, les taux d'inflation en Inde ont atteint 6,6% en 2020 et sont d'environ 3,4% en Arabie Saoudite, en Russie et en Afrique subsaharienne.

Parmi les pays d'Afrique subsaharienne, on note une explosion de l'inflation au Soudan (150,3%) et au Soudan du Sud (29,7%).

Tableau 3 : Overview of the World Economic Outlook Projections  
(Percent change, unless noted otherwise)

World Economic Outlook, July 2021 <i>Update</i>									
	Year over Year						Q4 over Q4 2/		
			Projections		Difference from April 2021 WEO Projections 1/		2020	Projections	
	2019	2020	2021	2022	2021	2022	0	2021	2022
<b>World Output</b>	<b>2.8</b>	<b>-3.2</b>	<b>6.0</b>	<b>4.9</b>	<b>0.0</b>	<b>0.5</b>	<b>0.5</b>	<b>4.8</b>	<b>3.9</b>
<b>Advanced Economies</b>	<b>1.6</b>	<b>-4.6</b>	<b>5.6</b>	<b>4.4</b>	<b>0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>3.0</b>	<b>5.9</b>	<b>2.6</b>
United States	2.2	-3.5	7.0	4.9	0.6	1.4	-2.4	8.0	2.8
Euro Area	1.3	-6.5	4.6	4.3	0.2	0.5	-4.7	4.8	2.7
Germany	0.6	-4.8	3.6	4.1	0.0	0.7	-3.3	4.9	1.4
France	1.8	-8.0	5.8	4.2	0.0	0.0	-4.6	4.5	2.5
Italy	0.3	-8.9	4.9	4.2	0.7	0.6	-6.5	4.7	2.9
Spain	2.0	-10.8	6.2	5.8	-0.2	1.1	-8.9	7.4	2.8
Japan	0.0	-4.7	2.8	3.0	-0.5	0.5	-1.0	2.2	1.6
United Kingdom	1.4	-9.8	7.0	4.8	1.7	-0.3	-7.3	7.3	2.1
Canada	1.9	-5.3	6.3	4.5	1.3	-0.2	-3.1	5.4	3.6
Other Advanced Economies 3/	1.9	-2.0	4.9	3.6	0.5	0.2	-0.7	4.1	2.9
<b>Emerging Market and Developing Economies</b>	<b>3.7</b>	<b>-2.1</b>	<b>6.3</b>	<b>5.2</b>	<b>-0.4</b>	<b>0.2</b>	<b>1.6</b>	<b>3.9</b>	<b>4.9</b>
Emerging and Developing Asia	5.4	-0.9	7.5	6.4	-1.1	0.4	3.6	4.3	5.9
China	6.0	2.3	8.1	5.7	-0.3	0.1	6.3	4.2	6.2
India 4/	4.0	-7.3	9.5	8.5	-3.0	1.6	1.5	4.2	4.9
ASEAN-5 5/	4.9	-3.4	4.3	6.3	-0.6	0.2	-2.7	4.5	6.3
Emerging and Developing Europe	2.5	-2.0	4.9	3.6	0.5	-0.3	-0.2	3.4	3.5
Russia	2.0	-3.0	4.4	3.1	0.6	-0.7	-1.9	3.9	2.7
Latin America and the Caribbean	0.1	-7.0	5.8	3.2	1.2	0.1	-3.4	3.2	2.5
Brazil	1.4	-4.1	5.3	1.9	1.6	-0.7	-1.2	2.2	1.9
Mexico	-0.2	-8.3	6.3	4.2	1.3	1.2	-4.6	5.0	3.2
Middle East and Central Asia	1.4	-2.6	4.0	3.7	0.3	-0.1	...	...	...
Saudi Arabia	0.3	-4.1	2.4	4.8	-0.5	0.8	-3.9	4.8	3.5
Sub-Saharan Africa	3.2	-1.8	3.4	4.1	0.0	0.1	...	...	...
Nigeria	2.2	-1.8	2.5	2.6	0.0	0.3	-0.6	2.6	2.4
South Africa	0.2	-7.0	4.0	2.2	0.9	0.2	-4.2	1.2	3.1
<i>Memorandum</i>									
World Growth Based on Market Exchange Rates	2.4	-3.6	6.0	4.6	0.2	0.5	-1.2	5.2	3.5
European Union	1.8	-6.0	4.7	4.4	0.3	0.5	-4.4	5.1	2.8
Middle East and North Africa	0.8	-3.0	4.1	3.7	0.1	0.0	...	...	...
Emerging Market and Middle-Income Economies	3.5	-2.3	6.5	5.2	-0.4	0.2	1.6	3.9	4.9
Low-Income Developing Countries	5.3	0.2	3.9	5.5	-0.4	0.3	...	...	...
<b>World Trade Volume (goods and services) 6/</b>	<b>0.9</b>	<b>-8.3</b>	<b>9.7</b>	<b>7.0</b>	<b>1.3</b>	<b>0.5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
Advanced Economies	1.4	-9.2	8.9	7.1	0.4	0.7	...	...	...
Emerging Market and Developing Economies	-0.2	-6.7	11.1	6.9	2.8	0.2	...	...	...

	Year over Year						Q4 over Q4 2/		
	2019	2020	Projections		Difference from April 2021 WEO Projections 1/		2020	Projections	
			2021	2022	2021	2022		2021	2022
<b>Commodity Prices (US dollars)</b>									
Oil 7/	-10.2	-32.7	56.6	-2.6	14.9	3.7	-	50.8	-6.5
Nonfuel (average based on world commodity import weights)	0.8	6.7	26.5	-0.8	10.4	1.1	27.6	17.1	-2.3
<b>Consumer Prices</b>									
Advanced Economies 8/	1.4	0.7	2.4	2.1	0.8	0.4	0.4	3.0	1.9
Emerging Market and Developing Economies 9/	5.1	5.1	5.4	4.7	0.5	0.3	3.2	5.1	4.1
<b>London Interbank Offered Rate (percent)</b>									
On US Dollar Deposits (six month)	2.3	0.7	0.3	0.4	0.0	0.0	...	...	...
On Euro Deposits (three month)	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5	0.0	0.0	...	...	...
On Japanese Yen Deposits (six month)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	...	...	...

Note: Real effective exchange rates are assumed to remain constant at the levels prevailing during May 5--June 2, 2021. Economies are listed on the basis of economic size. The aggregated quarterly data are seasonally adjusted. WEO = World Economic Outlook.

1/ Difference based on rounded figures for the current and April 2021 WEO forecasts. Countries whose forecasts have been updated relative to April 2021 WEO forecasts account for approximately 80 percent of world GDP measured at purchasing-power-parity weights.

2/ For World Output, the quarterly estimates and projections account for approximately 90 percent of annual world output at purchasing-power-parity weights. For Emerging Market and Developing Economies, the quarterly estimates and projections account for approximately 80 percent of annual emerging market and developing economies' output at purchasing-power-parity weights.

3/ Excludes the Group of Seven (Canada, France, Germany, Italy, Japan, United Kingdom, United States) and euro area countries.

4/ For India, data and forecasts are presented on a fiscal year basis and GDP from 2011 onward is based on GDP at market prices with fiscal year 2011/12 as a base year.

5/ Indonesia, Malaysia, Philippines, Thailand, Vietnam.

6/ Simple average of growth rates for export and import volumes (goods and services).  
7/ Simple average of prices of UK Brent, Dubai Fateh, and West Texas Intermediate crude oil. The average price of oil in US dollars a barrel was \$41.29 in 2020; the assumed price, based on futures markets (as of June 2, 2021), is \$64.68 in 2021 and \$63.02 in 2022.

8/ The inflation rate for the euro area is 1.8% in 2021 and 1.3% in 2022, for Japan is -0.1% in 2021 and 0.6% in 2022, and for the United States is 4.0% in 2021 and 3.3% in 2022, respectively.

9/ Excludes Venezuela.

# **B-EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU CAMEROUN EN 2020**



L'Institut National de la Statistique (INS) estime le taux de croissance économique du Cameroun en 2020 à 0,7%. Cette performance notable, au vue du contexte économique marquée par la crise sanitaire mondiale, résulte de la bonne tenue des activités dans les secteurs secondaire (3,7%, avec une contribution de 1 point à la croissance) et primaire (1,1%, avec un apport de 0,2 point à la croissance) et de la mauvaise tenue des activités dans le secteur tertiaire (-0,7%).

## **I. Production**

### **La résilience de l'économie en 2020 résulte de la bonne tenue des activités dans les secteurs secondaire ...**

En dépit du contexte économique handicapé par la crise sanitaire du COVID-19, le secteur secondaire enregistre en 2020 une croissance économique encourageante de 3,7% comparativement à l'année 2019, affichant ainsi une contribution d'un point à la croissance du PIB. La bonne tenue des activités dans le secteur secondaire a été portée par les branches des « bâtiments et travaux publics » (7,6%), des « industries agroalimentaires » (4,6%) et des industries d'extraction d'hydrocarbures (2,9%).

La branche des bâtiments et travaux publics poursuit ainsi sa dynamique de croissance depuis plus de deux ans en marquant au cours de cette année 2020, une croissance soutenue de 7,6%, traduisant la poursuite des travaux d'infrastructures sportives et routières pour abriter les compétitions continentales (CHAN 2020 et CAN 2021). De même, le maintien de la croissance dans les industries agroalimentaires (1,0%) résulte des performances observées dans les industries de fabrication des boissons et des travaux de grains.

Tableau 4 : Évolution de l'activité du secteur secondaire (en%) de 2013 à 2020

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,9</b>	<b>5,5</b>	<b>9,6</b>	<b>3,6</b>	<b>1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>4,9</b>	<b>3,7</b>
Industries extractives	8,4	14,3	24,8	-3,4	-16,1	-2,6	8,4	3
dont extraction d'hydrocarbures	8,4	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7	8,5	2,9
Industries Agro-alimentaires	6,8	1,9	1,9	5,7	7,5	4	2,5	4,6
Autres Industries manufacturières	5,1	0,4	4	4,4	5,6	3,3	5,4	1
Production et distribution d'électricité	12,2	12,6	8,9	3,3	5,9	1,2	0,3	-0,1
Production et distribution d'eau et assainissement	4,1	4	10	-1,4	6,5	2,6	1,8	1,1
BTP	8	7,5	8,4	10,4	8,9	7,6	4,7	7,6

Source : INS, 2021

### ...et primaire.

Le secteur primaire, dont la croissance annuelle de 2020 est restée positive (1,1%), a aussi suffisamment contribué à cette résilience de l'économie. Cette timide progression dans le secteur primaire est imputable à la contribution positive des activités dans les branches « sylviculture et exploitation forestière » (4%) et « agriculture » (2,9%).

Par contre, la timide progression observée dans ledit secteur est principalement l'apanage de la contraction de l'activité dans la branche « élevage et chasse » (-3,4%).

Tableau 5 : Évolution de l'activité du secteur primaire (en%) de 2013 à 2020

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Secteur primaire</b>	<b>7</b>	<b>6,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5</b>	<b>3,2</b>	<b>5,1</b>	<b>2,8</b>	<b>1,1</b>
Agriculture	7,3	4,7	6,3	6	2,2	4,8	3,5	2,9
Elevage et chasse	9,8	5,7	7,2	4,3	4,7	4,4	5,5	-3,4
Sylviculture et exploitation forestière	4,7	13,8	0,2	1,2	6,3	7,3	-2,7	4
Pêche et pisciculture	2,4	3	3,1	5	4,5	3,1	4,8	-0,7

Source : INS, 2021

## Cependant, le secteur tertiaire est celui ayant le plus subi les effets de la crise

Le secteur tertiaire enregistre une contraction de 0,7% en 2020 et contribue négativement de 0,4 point à la croissance du PIB de l'année 2020. En effet, le secteur tertiaire est celui ayant le plus subi les effets de la crise dont les impacts sont observables sur la plupart de ses branches, en particulier le commerce (-0,9%), le transport et l'entreposage (-2,4%) et l'hôtellerie et la restauration fortement affectées (-16,3%).

Tableau 6 : Evolution de l'activité du secteur tertiaire (en%) de 2013 à 2020

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>3</b>	<b>-0,7</b>
Commerce, réparation véhicules	2,7	6,4	3,5	5,6	4,5	5,1	4,2	-0,9
Restaurants et hôtels	-7	-2,1	2,2	6,6	5,3	4,3	1,8	-16,3
Transports, entrepôts, communications	8,2	3	4,3	2,2	4,2	4	3,5	-2,4
Informations et télécommunications	8	7,3	5,1	6	5,7	-2,3	3,9	3,7
Banques et organismes financiers	14,6	5,6	6,9	5,2	6	10,2	6,2	3,9
Administration publique, sécurité sociale	4,4	4,7	4,6	3,6	4,8	3,5	1,7	0,6
Education	4,7	6,4	4,3	6	4,2	3,5	3,6	
Santé et action sociale	4,1	4,5	-2,9	0,8	3,5	5,3	2,7	
Autres services	4,3	3,5	2,2	5,9	3,2	4,3	1	-0,9

Source : INS, 2021

## II. Demande nationale

### Une demande soutenue par les investissements privés,

Du côté de la demande, la résilience observée de l'économie en 2020 est principalement tirée par la composante intérieure. En effet, la consommation finale a évolué de 0,7 % pour une contribution de 0,6 point à la croissance, couplée à l'investissement global tiré par sa composante privée, en



progression de 0,6% par rapport à l'année 2019 avec une contribution de 0,2 point à la croissance annuelle du PIB. Les échanges extérieurs de biens et services sont restés défavorables pour le pays dans la mesure où l'on observe une baisse du volume des exportations (-4,0%) plus importante que celle des importations (- 2,6%).

### **La consommation finale bien que positive a enregistré une baisse de régime**

La consommation finale privée a progressé faiblement de 0,5% après 4,5% un an plutôt, en raison principalement de la chute de la demande des services d'hébergement et restauration, mais aussi la contraction de la demande des produits issus des autres industries manufacturières, des industries de travaux de grains et de transformation agricole. Elle enregistre, toutefois, une croissance positive grâce à la demande à la hausse des produits des industries de fabrication de boissons, du textile et de l'habillement, des autres produits agroalimentaires, de même que des services de télécommunications.

Quant à la consommation finale publique, elle a enregistré une reprise considérable au quatrième trimestre 2020 avec une performance de 9,5% après une séquence de méforme marquée par des baisses aux deux trimestres précédents. Elle a globalement progressé de 2% en 2020.

### **Une baisse du niveau global des investissements**

L'année 2020 est marquée par la baisse de l'investissement globale (0,6%) après une forte croissance enregistrée en 2019 (8,5%). Cette évolution est imputable non seulement à un déstockage important au cours de cette année, mais aussi à la récession enregistrée par sa composante publique depuis le deuxième trimestre de l'année 2020.

## Une baisse du rythme des échanges avec l'extérieur

En 2020, on assiste à une baisse conjointe des exportations (-4%) et des importations (-2,6%). La chute des importations (respectivement des exportations) globales résulte à la fois d'une contraction des importations (resp. des exportations) de biens (-2,7%) (resp. -4,1%) et des importations (resp. des exportations) de services (-2,4%) (resp. -3,7%).

Tableau 7 : PIB et ses emplois (évolution des volumes en %)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>6,1</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,1</b>	<b>0,7</b>
<i>privée</i>	6,2	5,3	5,3	3,3	4,3	4,7	4,5	0,5
<i>publique</i>	5,5	4,3	4,7	3,2	-1,6	3,9	1,8	2
<b>2. FBCF</b>	<b>5,6</b>	<b>13</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>4</b>	<b>7,2</b>	<b>8,1</b>	<b>2,9</b>
<i>privée</i>	5,4	15,6	3,3	2,3	6,7	9,6	7,4	9
<i>publique</i>	6,2	3,6	-0,6	15,2	-6	-3,1	11,4	-25,2
<b>3. Variation des stocks</b>	<b>175,1</b>	<b>-37,7</b>	<b>-262,8</b>	<b>-96,3</b>	<b>-395,1</b>	<b>368,8</b>	<b>68,7</b>	<b>-195,7</b>
<b>4. Investissement (2+3)</b>	<b>6,8</b>	<b>12</b>	<b>-0,3</b>	<b>6,5</b>	<b>4,2</b>	<b>7,8</b>	<b>8,5</b>	<b>0,6</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>-18,7</b>	<b>-4,8</b>	<b>3,2</b>	<b>28,7</b>	<b>26,5</b>	
<b>6. Exportations</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>	<b>6,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,6</b>	<b>2,3</b>	<b>5</b>	<b>-4</b>
<i>Exportations des biens</i>	2,8	10,4	10,8	-4,4	-5	2,3	5	-4,1
<i>Exportations des services</i>	7,8	-8,2	-7,5	13,6	9,2	2,4	4,9	-3,7
<b>7. Importations</b>	<b>7,5</b>	<b>8,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>8,1</b>	<b>10,6</b>	<b>-2,6</b>
<i>Importations des biens</i>	5,5	10,9	1,1	-2	-3,8	9,3	12,6	-2,7
<i>Importations des services</i>	14,1	1,7	-5,2	0,2	10,7	4,7	4,4	-2,4
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,4</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>0,7</b>

Source : INS, Comptes Nationaux 2019 et Comptes Nationaux Trimestriels (4e trimestre 2020)

### III. Evolution des Prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) permet d'évaluer le taux d'inflation pour chaque type de biens sur une base de 100. Lorsque l'IPC d'un bien ou d'un service de consommation s'élève à 105, son taux d'inflation est de 5 %.



Le Cameroun, comme la plupart des pays, a été fortement impacté par les répercussions de la crise sanitaire et des mesures sanitaires restrictives. Pour contrecarrer les retombées négatives de la propagation du COVID-19, le Gouvernement a mis en place un fonds spécial dédié à la gestion de cette pandémie. La réactivité des pouvoirs publics a permis d'atténuer les impacts néfastes de la pandémie sur l'économie nationale, et notamment sur les prix.

En fin 2020, le niveau général des prix a augmenté de 2,5% comme en 2019. La hausse est de 5% par rapport à l'année 2018. Le coronavirus a peu influencé les prix à la consommation des ménages.

## **Le frémissement des prix est soutenu par les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées...**

L'analyse suivant les contributions des différentes fonctions de consommation montre qu'en 2020, l'évolution du niveau général des prix a été fortement impactée par la contribution des fonctions : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,5% après +2,9% en 2019)

Le renchérissement des produits alimentaires résulte en grande partie de la flambée des prix des fruits (+9,1%), des légumes (+8,5%) ainsi que des pains et céréales (+3,8%). Les prix de certains produits alimentaires de grande consommation ont augmenté, notamment : le riz, le poisson frais, la viande de bœuf, les œufs, la banane plantain, la banane douce, les huiles brutes, l'arachide décortiquée de type Garoua et les agrumes (citron, orange).

## **...ainsi que du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ...**

Par rapport à 2019, la hausse des prix observée en 2020 est aussi imputable aux fonctions « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,1% après 1,7% un an plus tôt) et « boissons alcoolisées et tabacs » (+3%). Les prix des articles d'habillement et chaussures ainsi que ceux des « restaurants et hôtels » (qui augmentent de 2,3%) soutiennent également la hausse des prix en 2020.

Tableau 8 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

Fonction de consommation	2018	2019	2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	112,3	115,6	119,7	3,5	6,6
Produits alimentaires	112,4	115,6	119,7	3,5	6,5
Boissons non alcoolisées	109,9	113,9	116,8	2,5	6,3
Boissons alcoolisées et tabacs	123,8	129,6	133,5	3,0	7,8
Articles d'habillement et chaussures	108,3	111,4	114	2,3	5,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	114,8	116,7	120,3	3,1	4,8
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	109,4	111,1	1,6	3,4
Santé	102,5	103,1	103,3	0,2	0,8
Transports	121,6	124,0	126,5	2,0	4,0
Communications	90,2	90,5	91,1	0,7	1,0
Loisirs et culture	104,5	105,8	107,5	1,6	2,9
Enseignement	115,3	116,7	117,5	0,7	1,9
Restaurants et hôtels	121,8	128,7	131,7	2,3	8,1
Biens et services divers	111,9	114,7	116,3	1,4	3,9

Source : INS, inflation 2020

### ... et par les prix des produits locaux et des produits pétroliers

Par groupe secondaire de produits, la hausse des prix est alimentée par les produits pétroliers (+5%) et les produits locaux (+2,7%).

Sur le plan spatial, un fort taux d'inflation est relevé à Buea (+3,6%) et à Bertoua (+3,6%). Par rapport 2019, l'inflation s'accélère à Maroua (+3,4% après 0,7% en 2019) et à Garoua (+2,7% après +1,7% en 2019) et décélère à Bamenda (+2,2% contre +4,8% en 2019) et à Ebolowa (+0,8% contre +2,6% en 2019).

Tableau 9 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des différentes régions

	2018	2019	2020	variation (en %)	
	<b>a</b>	<b>b</b>	<b>c</b>	<b>c/b</b>	<b>c/a</b>
Yaoundé	111,9	114,5	116,8	2,0	4,4
Douala	111,7	114,4	117	2,3	4,7
Bafoussam	111,4	114,4	117,4	2,6	5,4
Bamenda	111,7	117	119,6	2,2	7,1
Garoua	111,6	113,5	116,5	2,6	4,4
Maroua	111,7	112,5	116,3	3,4	4,1
Ngaoundéré	110	112,5	115,1	2,3	4,6
Bertoua	115,7	118	122,3	3,6	5,7
Buea	114,9	118,8	123,1	3,6	7,1
Ebolowa	113,8	116,7	117,6	0,8	3,3
<b>National</b>	<b>112,1</b>	<b>114,9</b>	<b>117,7</b>	2,4	5,0

*Source : INS, inflation 2020*

Globalement, l'évolution des prix à la consommation finale des ménages est pour l'essentiel le fait des facteurs suivants: i) une hausse sensible des prix des produits alimentaires importés, découlant à la fois des perturbations des circuits d'approvisionnement consécutives aux mesures de lutte anti-COVID-19 et de la hausse des cours mondiaux des produits de base alimentaires ; ii) le recul de l'offre de produits vivriers, en lien avec la hausse des prix des intrants agricoles ; iii) les tensions sécuritaires et sociales ainsi que iv) la spéculation à laquelle se sont livrés certains commerçants distributeurs anticipant des difficultés d'approvisionnement en produits importés dû à la pandémie du COVID-19.

En revanche, les facteurs suivants ont contribué à maîtriser les pressions inflationnistes dans la zone en 2020 : i) l'atonie de la demande intérieure, dans un contexte de crise sanitaire mais surtout ii) les mesures de lutte contre la vie chère prises par le

Gouvernement, qui se sont traduites essentiellement par des contrôles des prix pratiqués dans le commerce.

#### **IV. Situation des Finances publiques**

Le budget 2020 a été exécuté dans un environnement difficile marqué par les effets de la pandémie de COVID-19 qui a muté en crise économique et financière. Cette évolution du contexte justifie l'adoption d'une loi de finances rectificative, qui a revu à la baisse le montant du budget et créé un Fonds spécial de Solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales (CAS-COVID).



La situation de l'exécution du budget fait ressortir un solde budgétaire global (base ordonnancement dons compris) déficitaire de 804,4 milliards, en-dessous de la prévision révisée de 986,6 milliards. Par rapport à l'exercice 2019, les déficits du solde budgétaire de référence et du solde primaire non pétrolier se sont réduits. L'exécution budgétaire a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, avec une performance relativement bonne enregistrée au niveau des recettes fiscales par rapport aux prévisions révisées, ainsi qu'une maîtrise dans

l'exécution des dépenses qui ont été globalement contenues dans les limites prévisionnelles.

Toutefois, quelques anomalies persistent en matière de gestion budgétaire. Par exemple, le ratio de soutenabilité de la masse salariale s'est détérioré, passant de 36,5% en 2019 à 41%. Il en est de même, du ratio dépenses de fonctionnement sur recettes fiscales qui passe de 89,1% en 2019 à 96,9%. L'enveloppe du chapitre de charges communes demeure importante. Le plafond de 140 milliards fixé pour les interventions directes a été dépassé. Les délais de paiement sont supérieurs à 90 jours comme en 2019, au-dessus de la norme communautaire de 60 jours.

#### **4.1. Ressources budgétaires**

Les ressources budgétaires mobilisées à fin décembre 2020 s'élèvent à 4 587,3 milliards pour une prévision révisée de 4 409 milliards, soit un taux de réalisation de 104%. Par rapport à 2019, les ressources budgétaires baissent de 467,5 milliards du fait de la faible mobilisation des recettes internes, et particulièrement des recettes de TVA, en lien avec l'atonie de l'activité.

Les ressources budgétaires comprennent 3 221,4 milliards de recettes budgétaires (recettes pétrolières, recettes non pétrolières et dons) et 1 365,8 milliards de ressources de trésorerie (emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).



Tableau 10 : Ressources budgétaires de l'exercice 2020

<b>RUBRIQUES</b>	<b>L.F.R. 2020</b>	<b>Jan-déc 19 Réalisation;</b>	<b>Jan-déc 20 Réalisation;</b>	<b>Taux d'exécution (en %)</b>
<b>A-Recettes budgétaires (I+II)</b>	<b>2 950,5</b>	<b>3 650,4</b>	<b>3 221,4</b>	<b>109,2</b>
<b>I- RECETTES INTERNES (a+b)</b>	<b>2 848,5</b>	<b>3 517,1</b>	<b>3 177,5</b>	<b>111,5</b>
a-Recettes pétrolières	269,7	584,5	428,2	158,8
b- Recettes non pétrolières (1+2)	2 578,8	2 932,6	2 749,3	106,6
1- Recettes Fiscales (i+ii)	2 374,8	2 768,1	2 560,6	107,8
i- Recettes des impôts et taxes	1 724,8	1 947,7	1 852,8	107,4
ii- Recettes douanières	650,0	820,4	707,8	108,9
2- Recettes non fiscales	204,0	164,5	188,7	92,5
<b>II- DON\$</b>	<b>102,0</b>	<b>133,3</b>	<b>43,9</b>	<b>43,0</b>
<b>B- Ressources de trésorerie</b>	<b>1 458,5</b>	<b>1 404,4</b>	<b>1 265,8</b>	<b>93,6</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>4 409,0</b>	<b>5 054,8</b>	<b>4 587,3</b>	<b>104,0</b>

Source : MINFI/DP

#### 4.1.1. Recettes budgétaires

Elles sont constituées des recettes internes et des dons. Le taux de mobilisation des recettes budgétaires est de 109,2% en 2020. Par rapport à l'exercice 2019, ces recettes baissent de 428,9 milliards (-11,7%).

##### 4.1.1.1. Recettes internes

Le niveau de recouvrement des recettes internes est de 3 177,5 milliards pour une prévision révisée de 2 848,5 milliards, soit un taux de réalisation de 111,6%. Par rapport à l'exercice budgétaire 2019, elles baissent de 339,6 milliards (-9,7%). Les recettes internes comprennent les recettes pétrolières et les recettes non pétrolières.

#### 4.1.1.1.1. *Recettes pétrolières*

Pour un objectif révisé de 267,9 milliards, les recettes pétrolières ont été recouvrées à hauteur de 428,2 milliards (dont 321,4 milliards de Redevance SNH et 106,8 milliards d'Impôts sur les Sociétés Pétrolières), soit un taux de réalisation de 158,8%. Cette bonne mobilisation est attribuable à des cours moyens effectifs du pétrole brut (41,3 dollars US/baril) relativement plus élevés que ceux retenus dans la loi de finances rectificative (35,6 dollars US/baril). Par rapport à 2019, les recettes pétrolières chutent de 156,3 milliards (-26,7%). Le poids des recettes pétrolières dans les recettes internes est de 13,5% en 2020 contre 16,7% en 2019.

#### 4.1.1.1.2. *Recettes non pétrolières*

Recouvrées à hauteur de 2 749,3 milliards, le taux de réalisation des recettes non pétrolières est de 106,6% en 2020. Ces recettes sont toutefois en baisse de 183,3 milliards (-6,3%) par rapport à l'exercice 2019.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 2 560,6 milliards à fin décembre 2020, en dépassement de 185,8 milliards par rapport à l'objectif révisé à la baisse de 2 374,8 milliards pour tenir compte des effets de la COVID-19. Ce résultat est surtout lié aux performances enregistrées dans le recouvrement :

- de **l'Impôt sur les Sociétés non pétrolières**, qui a été collecté à hauteur de 352,3 milliards contre 330,1 milliards prévus, soit un écart positif de 22,2 milliards. Ce résultat est lié au paiement de cet impôt aux échéances légales par plusieurs entreprises, en dépit du moratoire accordé par l'Etat ;

- des **droits d'accises** qui se sont chiffrés à 283,9 milliards, soit un écart de 60,1 milliards par rapport aux prévisions révisées de 223,8 milliards ;
- de la **Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers**, qui a été recouvrée à hauteur de 135,7 milliards, pour une prévision révisée de 112,8 milliards. Cette performance est due essentiellement à des volumes mis à la consommation plus élevés que les projections.

Comparée à la réalisation de la même période en 2019, les recettes fiscales diminuent de 207,5 milliards. Cette situation est principalement imputable à la baisse des recettes de TVA (-194,4 milliards) et des droits de douane à l'importation (-44,2 milliards).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de 188,7 milliards, en retrait de 15,3 milliards par rapport à la prévision de 204 milliards de la loi de finances rectificative. Comparativement à 2019, les recettes non fiscales sont en hausse de 24,2 milliards.

Tableau 11 : Réalisations des recettes non fiscales (en milliards)

<b>Libellés</b>	<b>2019 Réalisation</b>	<b>2020 LFR</b>	<b>2020 Réalisation</b>	<b>Variation 2020/2019 (%)</b>	<b>Taux d'exécution (%)</b>
Revenus du domaine	4,1	4,2	5,1	24,4	121,4
Recettes des services	23,8	81,9	31,2	31,1	38,1
Cotisations pour la retraite	48,5	60	55,3	14,0	92,2
Droit de transit pétrolier	35	25	36,8	5,1	147,2
Autres recettes non fiscales	53,1	32,9	60,2	13,4	183,0
Dont Dividendes	13,6	-	15,9	16,9	-
<b>Total recettes non fiscales</b>	<b>164,5</b>	<b>204</b>	<b>188,7</b>	<b>14,7</b>	<b>92,5</b>

Source: MINFI/DGB-DGTFCM

#### 4.1.1.2. Dons

En 2020, les tirages sur dons sont évalués à 43,9 milliards pour une prévision annuelle de 102,0 milliards, soit un taux de réalisation de 43,0%. Ils se répartissent en 20,4 milliards de dons programmes et 23,5 milliards de dons projets.

#### **4.1.2. Ressources de trésorerie**

Les ressources de trésorerie ont été mobilisées à hauteur de 1 365,8 milliards sur une prévision révisée de 1 458,5 milliards, soit un taux d'exécution de 93,6%.

Les tirages sur les prêts projets sont de 449,5 milliards correspondant à un taux de réalisation de 77,2%. Par rapport à l'exercice 2019, ils diminuent de 322,8 milliards (-41,8%).

S'agissant des prêts FMI, ils s'élèvent à 268,3 milliards sur une prévision de 45,3 milliards. Ce dépassement s'explique par les décaissements au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) d'un montant de 223 milliards, pour aider le Cameroun à faire face aux contraintes issues de la pandémie de COVID-19.

Les autres appuis budgétaires ont été mobilisés à hauteur de 110,3 milliards essentiellement portés par la BAD. Leur taux d'exécution est de 33,3% par rapport aux prévisions revues à 331,2 milliards.

Initialement prévu à 350,0 milliards dans la loi de finances, le montant des émissions de titres publics a été revu à 420 milliards. Ces émissions, constituées des obligations du Trésor et de l'encours additionnel des bons du Trésor, s'élèvent à 391,9 milliards et correspondent à un taux d'exécution de 93,3 %. Le montant des

Bons du Trésor Assimilables (BTA) est de 31,2 milliards et celui des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) de 360,7 milliards.

Sur une prévision révisée de 80 milliards, les emprunts bancaires ont été mobilisés à hauteur de 145,8 milliards, soit un taux d'exécution de 182,3%. Par rapport à l'exercice 2019, ils sont en hausse de 75,8 milliards.

Tableau 12 : Ressources de trésorerie de 2020(en milliards)

Libellés	2019		2020		Variation 2020/2019 (%)	Taux d'exécution (%)
	Réalisatio n	LFI	LFR	Réalisatio n		
		<b>1</b>	<b>1</b>			
<b>Emprunts</b>	<b>1 404,5</b>	<b>304,5</b>	<b>458,5</b>	<b>1 365,8</b>	<b>-2,8</b>	<b>93,6</b>
Prêts projets	772,3	767,0	582,0	449,5	<b>-41,8</b>	<b>77,2</b>
Prêts programme	228,0	115,5	376,5	378,6	<b>66,1</b>	<b>100,6</b>
<i>Prêts FMI</i>	44,7	0,0	45,3	268,3	<b>500,2</b>	<b>592,3</b>
<i>Autres appuis budgétaires</i>	183,3	115,5	331,2	110,3	<b>-39,8</b>	<b>33,3</b>
Emissions des titres publics	334,2	320,0	420,0	391,9	<b>17,3</b>	<b>93,3</b>
Emprunts bancaires	70,0	102,0	80,0	145,8	<b>108,3</b>	<b>182,3</b>

Sources : MINFI/DGTCFM-CAA

## 4.2. Dépenses budgétaires

Conformément aux modifications intervenues dans la loi de finances rectificative, la dotation globale des dépenses de l'exercice 2020 est passée de 4 951,7 milliards à 4 409,0 milliards. Les dépenses exécutées s'élèvent à 4 341,8 milliards, soit un taux d'exécution de 98,5%. Par rapport à l'exercice 2019, elles sont en baisse de 847,8 milliards (-16,3%).

Tableau 13 : Exécution globale des dépenses de 2020 (en milliards)

<b>Libellé;</b>	<b>LFI 2020</b>	<b>LFR 2020 a</b>	<b>Ordonnance ment 2019 (b)</b>	<b>Ordonnance ment 2020 (c)</b>	<b>Variation (%) (c/b)</b>
<b>A-DEPENSES COURANTES (I+II+III)</b>	2 443,5	2 241,0	2 636,1	2 516,9	-4,5
I - Dépenses de personnel	1 070,2	1 040,1	1 016,9	1 046,9	3,0
II - Biens et services	759,4	666,7	894,5	876,9	-2,0
III - Transferts et subventions	613,9	534,2	724,7	593,1	-18,2
<b>B-DEPENSES EN CAPITAL (I+II+III+IV)</b>	1 496,3	1 254,3	1 516,7	1 060,1	-30,1
I - Dépenses d'investissement sur ressources internes	654,4	542,2	650,7	564,5	-13,2
II - Participation	30,0	19,3	36,1	16,8	-53,5
III - Réhabilitation / Restructuration	15,9	8,8	7,2	8,8	22,2
IV - Financement extérieur	796,0	684,0	822,7	470,0	-42,9
<b>C - DETTE PUBLIQUE (I+II)</b>	1 011,9	913,7	1 036,7	764,8	-26,2
I - Dette publique intérieure	539,7	539,7	536,2	411,4	-23,3
II - Dette publique extérieure	472,2	374,0	500,5	353,4	-29,4
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>4 951,7</b>	<b>4 499,0</b>	<b>5 189,5</b>	<b>4 341,8</b>	<b>-16,3</b>

Source: MINFI/DGB

#### 4.2.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes (hors intérêts sur la dette) s'établissent à 2 516,9 milliards pour une prévision de 2 241,0 milliards, soit un taux d'exécution de 112,3%. Par rapport à 2019, elles diminuent de 119,2 milliards en lien avec la baisse des bourses et subventions. Ces dépenses sont constituées des dépenses de personnels qui s'élèvent à 1 046,9 milliards pour une prévision de 1 040,1 milliards, soit un dépassement de 6,8 milliards ; des dépenses de biens et services réalisées pour 876,9 milliards, sur une dotation révisée de 666,7 milliards, soit un dépassement de 210,2 milliards ; enfin, des transferts et subventions réalisés à 593,1 milliards, pour une prévision de 534,2 milliards, soit un taux d'exécution de 111,0%. Par rapport à l'exercice 2019, elles baissent de 131,6 milliards (-18,2%).

## 4.2.2. Dépenses d'investissement

Quant aux dépenses en capital, elles ont été exécutées à hauteur de 1 060,1 milliards pour une dotation de 1 254,3 milliards, soit un taux d'exécution de 84,5%. Comparées à 2019, les dépenses en capital sont en baisse de 456,6 milliards. Cette évolution s'explique par l'apparition de la crise sanitaire ayant occasionné les ruptures d'approvisionnement et ralenti plusieurs chantiers d'infrastructures.



Les dépenses en capital sur ressources propres exécutées en 2020 s'élèvent à 564,5 milliards sur une dotation de 542,2 milliards, soit un taux d'exécution de 104,1%. Comparativement à l'exercice 2019, elles ont baissé de 86,2 milliards (-13,2%).

Les dépenses en capital sur financements extérieurs s'élèvent à 470,0 milliards pour une prévision de 684 milliards, soit un taux d'exécution de 68,7%. Par rapport à 2019, elles sont en baisse de 352,7 milliards (-42,9%).

La chute du niveau des décaissements de FINEX par rapport à 2019 s'explique par : (i) le ralentissement de certains grands projets d'infrastructure dans un contexte de crise sanitaire ; (ii)

l'aboutissement de la majorité des projets CAN ; (iii) un rallongement des délais de décaissement chez certains bailleurs.

### 4.2.3. Dette publique

Le service de la dette publique a été réglé à hauteur de 764,8 milliards, sur une prévision révisée de 913,7 milliards, soit un taux d'exécution de 83,7%. Elles ont porté sur la dette intérieure pour 411,4 milliards et la dette extérieure pour 353,4 milliards.

Le ratio du service de la dette sur le PIB passe de 4,6% en 2019 à 3,3%. La baisse de ce ratio se justifie par l'admission du Cameroun à l'Initiative du G20 qui a suspendu le paiement du service de la dette pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Tableau 14 : Exécution du service de la dette

Libellés	LFR	Ordonnancem	Ordonnancemeni	Variation (%)
	2020	ent 2019	2020	
I - Dette publique intérieure	539,7	536,2	411,4	-23,3
Principal	417,8	415,5	259,5	-37,5
Intérêts	49,9	54,7	72,9	33,3
Remboursement				
Crédits	72,0	66,0	79,0	19,7
TVA				
II - Dette publique extérieure	374,0	500,5	353,4	-29,4
Principal	204,0	327,9	217,9	-33,5
Intérêts	170,0	172,6	135,5	-21,5
<b>DETTE PUBLIQUE (I+II)</b>	<b>913,7</b>	<b>1 036,7</b>	<b>764,8</b>	<b>-26,2</b>

Source : MINFI/DGB, 2021

## 4.3. Résultats de l'exécution budgétaires

### 4.3.1. Evolution des soldes budgétaires

Au terme de l'exercice, les soldes budgétaires ont été supérieurs aux montants fixés dans la loi de finances rectificative. Ces résultats s'expliquent par un effort de maîtrise des dépenses ordonnancées



(en réduction 39,8 milliards par rapport à la LFR) ainsi que des mesures fiscales portées par la LFR qui ont permis une meilleure mobilisation des recettes (+329 milliards).

En 2020, le solde primaire est déficitaire de 476,3 milliards sur une prévision révisée de 901,4 milliards. Ce déficit est de 2,1% du PIB contre 2,4% en 2019.

Le solde budgétaire global est déficitaire de 684,7 milliards (3,0% du PIB contre 4,5% dans la LFR). Par rapport à l'exercice 2019, il s'est aggravé de 17,6 milliards.

Le solde budgétaire de référence est déficitaire de 639,8 milliards (3,6% du PIB) et ne respecte pas la norme de surveillance en zone CEMAC (inférieur à 1,5% du PIB). Par rapport à l'exercice 2019, ce déficit s'est réduit de 314,5 milliards.

Tableau 15: Évolution des soldes budgétaires de 2019 à 2020 (en milliards)

<b>Nature du solde</b>	<b>Montant LFR 2020</b>	<b>Réalisation n 2019</b>	<b>Réalisation 2020</b>	<b>Variation 2020/2019</b>
<b>Solde primaire</b>	-797,0	-559,4	-599,4	-40,0
% du PIB	-4,1	-2,4	-2,8	...
<b>Solde primaire non pétrolier</b>	-1066	-1 143,9	-1 028	107,8
% du PIB	-5,4	-5,0	-4,7	...
<b>Solde global</b>	-986,6	-786,8	-804,4	-17,6
% du PIB	-4,5	-3,5	-3,5	...
<b>Solde budgétaire de référence</b>	-961,7	-954,3	-639,8	314,5
% du PIB	-3,9	-4,2	-3,6	...

Source : MINFI/DGB

### **4.3.2. Evolution des autres ratios et indicateurs budgétaires**

Généralement, l'état des finances publiques peut être analysé par une batterie d'indicateurs, chacun étant adapté à une question, les insuffisances de l'un pouvant être compensées par les caractéristiques de l'autre. Les indicateurs retenus doivent permettre de comparer les résultats de l'exécution budgétaire aux objectifs de surveillance multilatérale ou du programme économique et financier.

Le déficit correspond à l'augmentation de la dette. En 2020, le ratio de la dette s'est détérioré passant de 41,7% en 2019 à 47%. Il en est de même du ratio service de la dette sur recettes fiscales qui passe de 21,2% en 2019 à 33,1%. Par contre, le service de la dette sur le PIB s'est amélioré passant de 4,4% en 2019 à 3,8%.

Le taux de pression fiscale hors recettes pétrolières est sur une tendance baissière depuis 2018. Il est de 10,8% en 2020.

Le ratio dépenses courantes sur PIB s'est amélioré en 2020 passant de 11,4% en 2019 à 10,9%. Toutefois, le Cameroun ne respecte pas la norme communautaire sur la soutenabilité de la masse salariale depuis 2017. Ce ratio s'est détérioré de 4,5 points par rapport à 2019, pour s'établir à 41% en 2020. Cette situation pourrait s'expliquer par l'évolution des effectifs de la fonction publique d'État, la politique salariale dans la fonction publique et les effets de carrière, liés à l'existence de grilles pour chaque corps de fonctionnaires et à l'effet glissement-vieillesse-technicité qui en découle.

Le poids des investissements productifs dans les dépenses totales est sur une tendance baissière depuis 2017. Il est de 23,8% en 2020.

S'agissant de la trésorerie, la SNH a reversé 321,37 milliards en 2020 au titre de la redevance pétrolière, dont 194,29 milliards d'interventions directes au-dessus du plafond de 140 milliards. Le dépassement observé se justifie principalement par les contraintes qu'imposent la lutte contre le terrorisme dans l'Extrême-Nord et la crise sociopolitique et sécuritaire dans le Nord-Ouest et le Sud-ouest.

Tableau 16 : Autres indicateurs et ratio budgétaire pour le Cameroun

Indicateurs	Seuil	2017	2018	2019	2020
Ratio de la dette (en % du PIB)			39,5	41,7	47,0
Service de la dette/recettes fiscales (en %)	/	28,5	25,5	21,2	33,1
Service de la dette sur PIB (en %)				4,4	3,8
Taux de pression fiscale hors recettes pétrolières (recettes hors pétrole/PIB non pétrolier) (en % du PIB)	> 17%	13,2	13,4	12,6	10,8
Ratio de soutenabilité de la masse salariale (Masse salariale/recettes fiscales) (en %)	< 35%	38,9	39,0	36,5	41,0
Dépenses de fonctionnement/recettes fiscales (en %)	/	85,0	89,3	89,3	96,3
Dépenses courantes/PIB (en %)				11,4	10,9
Part des investissements productifs dans les dépenses totales (en %)	/	43,4	32,8	28,2	23,8
Interventions directes (en milliards)	<= 140				194,29
Délai de paiement (en nombre de jours)	<= 60	90	120	> 90	> 90

Source: MINFI/DGTFCM-DP-CAA

## V. Le commerce extérieur

### 5.1. Evolution du solde des échanges extérieurs (ou de la capacité de réponse de l'offre camerounaise à la demande interne et externe)

Selon les estimations du Comité Technique National de la Balance des Paiements, le déficit du solde courant des transactions entre le Cameroun et l'extérieur devrait se réduire de 120 milliards de F

CFA par rapport à sa valeur en 2019, et devrait se situer à 4% du PIB contre 4,3% en 2019.

Les mesures prises à travers le monde pour faire face à la pandémie de la COVID-19 ont contribué à réduire les déséquilibres extérieurs du Cameroun. Sur la période, même si les échanges de biens et services ont tous diminués, ceux fournis au Cameroun ont davantage baissé.



Aussi, l'application stricte de la réglementation des changes sur les flux privés et le rapatriement des avoirs extérieurs des banques, conjugué aux appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers, ont contribué à l'augmentation des réserves extérieures.

Après trois années d'augmentation, le degré d'ouverture de l'économie camerounaise se replie à 11% en 2020. La tendance des trois précédentes années (2017-2019) pourrait toutefois se maintenir si les entraves au commerce international sont levées du fait de la découverte de vaccins contre le coronavirus d'une part, et si les réformes conduites dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine sont couronnées de succès.

Notons par ailleurs que le solde de transactions courantes est déficitaire depuis 2009, un déficit résultant de l'aggravation des déficits de la balance des revenus, des services et surtout, de la balance des biens.

## **5.2. Balance des échanges de biens**

### **Soldes commerciaux**

La balance commerciale du Cameroun est structurellement déficitaire. En 2020, le déficit commercial s'est toutefois amélioré de 56 milliards par rapport à 2019 pour s'établir à 1 409 milliards. Hors pétrole brut, le déficit commercial est plus important et se chiffre à 2 049 milliards en 2020, après 2 327,5 milliards en 2019.

La profondeur du déficit de la balance commerciale s'explique par la structure des exportations (avec un poids important des produits bruts ou des matières premières). Le taux de couverture des importations par les exportations est en-dessous 62% sur la période 2017-2020. En 2020, il perd six points de pourcentage par rapport à 2019 et se situe à 56,3%.

Toutes ces évolutions illustrent une perte de compétitivité de l'économie camerounaise dans la période sous-revue.

Le taux d'exportation était sur une tendance haussière sur la période 2017-2019 avant que ne survienne la pandémie en 2020. Ladite année, le taux d'exportation représente 8% de la somme des valeurs ajoutées nationales.

Tableau 17 : Quelques chiffres clés du commerce extérieur du Cameroun (en milliard)

Rubrique	2017	2018	2019	2020
<b>Exportations:</b>	<b>1 881,9</b>	<b>2 112,3</b>	<b>2 397,8</b>	<b>1 813</b>
dont hors pétrole brut	1 137,5	1 250,0	1 398,3	1 173
			1 131	989
<b>Importations:</b>	<b>3 054,3</b>	<b>3 405,2</b>	<b>3 945,7</b>	<b>3 222</b>
dont hors pétrole brut	2 843,0	3 232,3	3 725,9	3 222
dont hors pétrole brut et gaz			3 603	3 201
<b>Balance commerciale</b>	<b>-1 172,3</b>	<b>-1 292,8</b>	<b>-1 547,9</b>	<b>-1 409</b>
dont hors pétrole brut	-1 705,5	-1 982,3	-2 327,5	-2 049
dont hors pétrole brut et gaz			-2 472	-2 212
<b>Taux de couverture</b>	<b>61,6%</b>	<b>62,0%</b>	<b>60,8%</b>	<b>56,3%</b>
dont hors pétrole brut	40,0%	38,7%	37,5%	36,4%
dont hors pétrole brut et gaz			31,4%	30,9%
<b>Echanges globaux</b>	<b>4 936,2</b>	<b>5 517,5</b>	<b>6 343,6</b>	<b>5035</b>
Degré d'ouverture ((X+M)/(2PIB))	12,1%	12,8%	14,0%	11%
Taux d'exportation	9,3%	9,8%	10,6%	8%
Taux de pénétration du marché intérieur	15,9%	16,9%	18,7%	15,3%
PIB nominal	20 328,0	21 493,0	22 692,0	22 428,2

Source : MINFI/DGD, INS et nos calculs

## Exportations:

En 2020, la valeur des exportations des produits camerounais baisse de 14,6%. Cette évolution est imputable aux exportations des huiles brutes de pétrole (-36%), de gaz naturel liquéfié (-30%), des bois et ouvrages en bois (-9%) et de coton brut (-13%).



Les cinq principaux produits qui contribuent à hauteur de 80% aux recettes d'exportations enregistrées au cours de l'année 2020, sont : les huiles brutes de pétrole (36%), le cacao brut en fèves (14%), les bois et ouvrages en bois (14%), le gaz naturel liquéfié (10%), le coton brut (6%). Concernant les clients du Cameroun, les statistiques montrent que les cinq premiers ont acquis près de 52% du total des produits exportés en 2020. Ces deux faits dénotent d'une économie très faiblement diversifiée.

Tableau 18 : Evolution des exportations en 2019 et 2020 (Q en millier de tonnes ; V, en millions de francs)

Produit	Libellés	janv-déc 2019 (1)		janv-déc 2020 (2)		Variation (2)/(1) en%		Poids
		Q	V	Q	V	Q	V	
18.01	Cacao brut en fèves	218 002	288 862	190 728	246 609	-12,5%	-14,6%	14%
18.03	Pâte de cacao	27 577	44 167	28 362	50 706	2,8%	14,8%	3%
18.04	Beurre de cacao	19 631	34 183	19 263	36 180	-1,9%	5,8%	2%
27.09.00.10	Huiles brutes de pétrole	3 811 088	999 485	3 715 162	640 301	-2,5%	-35,9%	36%
27.11.11.00	Gaz naturel liquéfié	1 224 520	261 983	1 235 545	183 571	0,9%	-29,9%	10%
Chapitre 44	Bois et ouvrages en bois	1 514 634	279 935	1 352 359	253 736	-10,7%	-9,4%	14%
dont 44.03. *	Bois brut (grumes)	881	85 790	778	74 945	-11,8%	-12,6%	4%
44.07 *	Bois sciés	785	167 593	786	158 388	0,1%	-5,5%	9%
52.01	Coton brut	130 061	130 021	123 907	113 397	-4,7%	-12,8%	6%
76.01	Aluminium brut	49 074	56 739	45 028	50 638	-8,2%	-10,8%	3%
<b>Total général des exportations:</b>		<b>7 702 087</b>	<b>2 392 739</b>	<b>7 367 573</b>	<b>1 803 083</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-24,6%</b>	<b>100 %</b>

Source : INS, 2021

Dans le classement des clients du Cameroun, la Chine reste le principal client en 2020 avec 21,5% des parts de marché, soit trois (03) points de pourcentage gagnés par rapport à l'année 2019, grâce l'achat des produits tels que les huiles brutes de pétroles

(70,5%), le gaz naturel liquéfié (12,6%) et les bois bruts et sciés (9% et 5,8% respectivement).

Le reste du classement est constitué de l'Italie (10,0%), des Pays Bas (9,3%), de l'Espagne (6,8%) et de la Malaisie (4,2%).

Notons que, pour ce qui est de l'Italie, les principaux produits qui ont fait l'objet des échanges sont les huiles brutes de pétrole (60,6%, l'aluminium brut (12,6%) et les bois sciés (7,3%).

Tableau 19 : Principaux clients du Cameroun en 2020

Nom du Pays	Quantité (en tonnes)	Valeur (en million de Fcfa)	Poids valeur (en %)
Chine	2 663 312	390 678	21,5
Italie	744 127	182 130	10,0
Pays Bas	145 846	169 510	9,3
Espagne	536 145	122 508	6,8
Malaisie	73 113	76 905	4,2
Inde	404 405	73 113	4,0
Bangladesh	117 808	71 184	3,9
Tchad	224 535	68 777	3,8
France	95 270	67 237	3,7
Belgique	251 627	61 479	3,4
Total dix premiers	f 5 256 189	1 283 521	71
Autre Pays	2 131 658	529 839	29
<b>Total général</b>	<b>7 387 847</b>	<b>1 813 360</b>	<b>100,0</b>

Source : INS, 2021-a

## Importations

Malgré des partenaires variés (environ 180), le taux de pénétration du marché intérieur camerounais est retombé à 15,3% en 2020, après trois années de hausse (entre 2017 et 2019). Cette conjoncture est à mettre en lien avec la baisse d'activités imposée par la pandémie.



Tableau 20 : Evolution des importations de 2017 à 2019 (Q en millions de tonnes ; V, en milliards)

Période		janv-déc 2019 (1)		janv-déc 2020 (2)		Variation (2)/(1) en%		Poids
Produit	Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	V
03	Poissons et crustacés	185 943	133 259	201 667	138 123	8%	4%	4%
0303	Poissons de mer congelés	185 753	132 822	201 181	137 598	8%	4%	4%
<b>section 1</b>	<b>Animaux et produits du règne anim</b>	<b>204 274</b>	<b>167 945</b>	<b>228 726</b>	<b>181 714</b>	<b>12%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>
10	Céréales	1 776 935	379 071	1 466 447	302 268	-17%	-20%	10%
1001	Froment (blé) et méteil	857 940	142 870	854 842	139 163	0%	-3%	4%
1006	Riz	894 486	231 831	591 597	159 871	-34%	-31%	5%
<b>section 2</b>	<b>Produits du règne végétal</b>	<b>1 925 591</b>	<b>435 392</b>	<b>1 615 860</b>	<b>352 006</b>	<b>-16%</b>	<b>-19%</b>	<b>11%</b>
<b>section 4</b>	<b>Produits alimentaires industriels</b>	<b>310 017</b>	<b>170 443</b>	<b>338 856</b>	<b>193 513</b>	<b>9%</b>	<b>14%</b>	<b>6%</b>
25	Sel; soufre; terres; ciments	2 976 707	128 106	2 913 785	103 145	-2%	-19%	3%
25.23.10.00	Clinkers	2 556 321	107 050	2 461 126	82 410	-4%	-23%	3%
27	Hydrocarbures	2 600 236	1 012 494	1 802 293	580 733	-31%	-43%	18%
2710	Carburants et lubrifiants	1 670 687	724 558	1 618 441	529 284	-3%	-27%	17%
<b>section 5</b>	<b>Produits minéraux</b>	<b>5 579 191</b>	<b>1 140 776</b>	<b>4 717 200</b>	<b>684 053</b>	<b>-15%</b>	<b>-40%</b>	<b>22%</b>
30	Produits pharmaceutiques	18 927	128 647	22 123	133 083	17%	3%	4%
38	Produits chimiques divers	37 491	69 716	47 599	82 192	27%	18%	3%
3808	Insecticides; fongicides; herbicides e	19 286	48 195	26 285	61 695	36%	28%	2%
<b>section 6</b>	<b>Produits des industries chimiques</b>	<b>555 054</b>	<b>390 014</b>	<b>538 763</b>	<b>383 098</b>	<b>-3%</b>	<b>-2%</b>	<b>12%</b>
39	Matières plastiques	126 300	118 611	149 040	115 988	18%	-2%	4%
<b>section 7</b>	<b>Matières plastiques et caoutchouc</b>	<b>154 600</b>	<b>159 841</b>	<b>184 359</b>	<b>161 871</b>	<b>19%</b>	<b>1%</b>	<b>5%</b>
48	Papiers et cartons	90 567	55 735	100 262	57 168	11%	3%	2%
<b>section 10</b>	<b>Pâte de bois; papiers et ses applica</b>	<b>95 185</b>	<b>64 677</b>	<b>105 611</b>	<b>67 224</b>	<b>11%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>
63	Autres articles textiles confectionnés	86 458	61 879	91 136	57 240	5%	-7%	2%
<b>section 11</b>	<b>Matières textiles et leurs ouvrages</b>	<b>121 935</b>	<b>101 717</b>	<b>131 530</b>	<b>93 665</b>	<b>8%</b>	<b>-8%</b>	<b>3%</b>
69	Produits céramiques	335 092	72 774	252 636	57 480	-25%	-21%	2%
6908	Carreaux vernissés	306 431	60 539	228 804	48 354	-25%	-20%	2%
<b>section 13</b>	<b>Ouvrages en pierre, ciment et verr</b>	<b>382 793</b>	<b>91 877</b>	<b>306 101</b>	<b>76 596</b>	<b>-20%</b>	<b>-17%</b>	<b>2%</b>
72	Fonte, fer et acier	182 890	93 032	278 981	172 274	53%	85%	5%

Période		janv-déc 2019 (1)		janv-déc 2020 (2)		Variation (2)/(1) en%		Poids
Produit	Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	V
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	72 253	106 047	56 700	74 296	-22%	-30%	2%
<b>section 15</b>	<b>Métaux communs et leurs ouvrages;</b>	<b>280 624</b>	<b>250 281</b>	<b>362 676</b>	<b>281 276</b>	<b>29%</b>	<b>12%</b>	<b>9%</b>
84	Machines et appareils mécaniques	75 283	288 625	73 898	227 805	-2%	-21%	7%
85	Machines et appareils électriques	51 098	212 557	54 675	159 705	7%	-25%	5%
<b>section 16</b>	<b>Machines et app. mécaniques; ou é</b>	<b>126 381</b>	<b>501 181</b>	<b>128 573</b>	<b>387 510</b>	<b>2%</b>	<b>-23%</b>	<b>12%</b>
87	Véhicules automobiles; tracteurs	105 228	197 701	119 211	157 939	13%	-20%	5%
8703*	Véhicules de tourisme	32 699	68 548	34 484	63 395	5%	-8%	2%
<b>section 17</b>	<b>Matériel de transport</b>	<b>115 161</b>	<b>220 027</b>	<b>130 285</b>	<b>177 939</b>	<b>13%</b>	<b>-19%</b>	<b>6%</b>
<b>Total général des importations;</b>		<b>10 011 073</b>	<b>3 856 890</b>	<b>8 952 992</b>	<b>3 178 391</b>	<b>-10,6%</b>	<b>-17,6%</b>	<b>100%</b>

Sources : MINFI/DGD-DP

Aussi, 60% des dépenses d'importation sont consenties au profit des dix (10) premiers fournisseurs du Cameroun. Au premier rang de ceux-ci, la Chine, dont le poids parmi les fournisseurs du Cameroun en 2020 est de 17,5%, soit un point de plus qu'en 2019. A sa suite, se placent la France (8,7%) ; la Belgique (5,6%) et l'Inde (5,0%).

De la Chine, le Cameroun importe principalement des machines et appareils électriques (12%); des machines et appareils mécaniques (10%) ; la fonte, fer et acier (8%) ; les produits divers des industries chimiques (7,8%) et les céréales (7,4%).

Les produits fournis par la France sont constitués essentiellement des céréales, notamment le froment de blé et méteil (16,8%) ; les produits pharmaceutiques (13,2%) ; les machines et appareils mécaniques (8,4%) et les machines et appareils électriques (6,3%).

Le Cameroun a effectué des dépenses d'importation en produits agro-alimentaires à hauteur de 675,4 milliards en 2020, après 715,8 milliards en 2019 et 651,1 milliards en 2018.

## **VI. Monnaie et Crédit**

La conjoncture monétaire et financière a été marquée en 2020 par la riposte contre la pandémie du COVID-19 et la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées dans le cadre du programme économique et financier triennal conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) en juin 2017.



### **6.1-Politique monétaire**

Dans le cadre du programme triennal conclu avec le FMI et tenant compte des conséquences néfastes de la pandémie du COVID-19 sur l'économie, la BEAC a poursuivi avec sa politique monétaire accommodante engagée en mars 2020.

En effet, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a adopté deux séries de mesures. La première a porté sur l'assouplissement des conditions monétaires. La seconde visait à

soutenir la liquidité bancaire et à influencer directement les conditions de financement des Etats, sur le marché des titres publics, et du secteur productif.

S'agissant des mesures d'assouplissement des conditions monétaires, elles portaient sur : i) la révision à la baisse des principaux taux d'intérêt de la BEAC ; ii) le relèvement du montant de liquidités à injecter sur le marché monétaire à 500 milliards de francs CFA ; iii) l'élargissement de la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; iv) la révision à la baisse des niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC.

Pour ce qui est des mesures de soutien de la liquidité des banques, l'on peut citer : (i) la réactivation des injections de liquidités à plus longue échéance sur le marché monétaire ; et (ii) la mise en place de mesures d'intervention exceptionnelle sur le marché des titres publics. Les mesures adoptées par la BEAC depuis mars 2020, pour atténuer les effets potentiels de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les économies de la CEMAC, permettent de maintenir la liquidité du système bancaire à un niveau confortable, dans un contexte caractérisé par de nombreuses incertitudes.

## **6.2- Situation monétaire**

A fin décembre 2020, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 7 402,1 milliards, en hausse de 13,2% en glissement annuel.

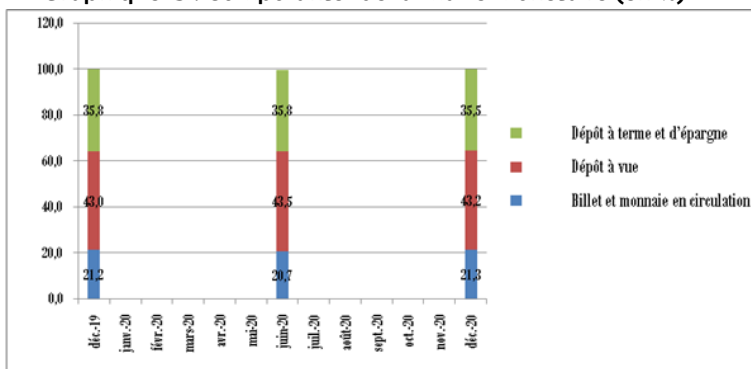
### **6.2.1-Evolution des agrégats monétaires**

Au 31 décembre 2020 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 12,1% pour s'établir à 6 071,2 milliards.

La hausse de la masse monétaire résulte de celle de ses trois composantes : +12,6% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +11,2% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne) et +12,5% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté passant de 43% à fin décembre 2019 à 43,2% de la masse monétaire.

Graphique 5 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

## 6.2.2- Sources de création monétaire

### 1.1.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont passés de 2 370,8 milliards à fin décembre 2019 à 2 336,7 au 31 décembre 2020, accusant ainsi un léger repli de 1,4%. Cet agrégat a baissé de 29,5% pour l'ensemble des pays de la CEMAC en lien avec la contraction

(-5,3%) des avoirs extérieurs bruts imputable à un recul des exportations de biens et de services plus prononcé que celui des importations, conjugué à la hausse de 23,6% des engagements extérieurs du système monétaire en raison des appuis budgétaires du FMI, notamment dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

A fin décembre 2020, les réserves de change de la sous-région ont baissé de 3,6% à 4 193,3 milliards par rapport à décembre 2019, après avoir atteint un pic de 5 013,2 milliards au mois de mai 2020. Le déclin progressif de cet agrégat depuis novembre 2020 est à mettre en liaison avec le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, qui a influencé négativement les cours des principales matières premières exportés par la CEMAC. Cette évolution résulte également des décaissements des appuis budgétaires par les bailleurs de fonds non réalisés à bonne date. Les réserves de change de la CEMAC ont représenté environ 3,7 mois d'importations de biens et services. Les réserves de change du Cameroun couvrent 7,5 mois d'importations en 2020, contre 6,3 mois un an plus tôt.

Le taux de couverture de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, se stabilise à 78,6%. Cette stabilité est aussi observée pour l'ensemble des pays de la CEMAC, pour lequel le taux de couverture agrégé reste à 70,4% sur la même période.

### 1.1.2. Crédit intérieur

Au 31 décembre 2020, le crédit intérieur est de 5 065,5 milliards, en hausse de 21,5% en glissement annuel. Cette progression est tirée par les créances nettes sur l'Etat.

### *1.1.2.1. Créances nettes sur l'Etat*

En s'établissant à 1 480,1 milliards au 31 décembre 2020, les créances nettes progressent de 98,5% par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse est attribuable à l'intensification des émissions de titres publics et des tirages effectués auprès du FMI dans le cadre des programmes économiques et financiers en cours d'exécution et des appuis d'urgence mobilisés pour la lutte contre la COVID-19.

La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 1 451 milliards, en hausse de 94,8% en glissement annuel. Cette évolution est consécutive à la progression des engagements envers le FMI et à l'accroissement de la PNG envers les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC.

### *1.1.2.2. Créance à l'économie*

Au 31 décembre 2020, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 585,3 milliards. Ils progressent de 162,5 milliards, par rapport à fin décembre 2019. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de 21,7% des crédits octroyés aux entreprises publiques non financières pour s'établir à 357,7 milliards.

Le crédit au secteur privé non financier en s'établissant à 3 176,3 milliards, progresse de 37,1 milliards par rapport à fin décembre 2019. Il représente 88,6% des crédits à l'économie contre 10,0% pour les crédits aux entreprises publiques non financières.

S'agissant de la maturité des crédits à l'économie, les crédits à court terme représentent 55,3% de l'encours des crédits, ceux à moyen terme 41,9% et ceux à long terme 2,8%.

La distribution par branche d'activités du financement bancaire à l'économie révèle une primauté des branches « Production de services destinés à la collectivité, de services sociaux et de services personnels » et « commerce de gros et détail, restauration et hôtel » (22,1 % et 20,2 %, respectivement), suivie de la branche « Industries manufacturières » (14,3%). Le secteur primaire n'a représenté que 6,4% de l'ensemble des concours bancaires.

Le taux de couverture des crédits par les dépôts « dépôts / crédits à l'économie » dans la sous-région CEMAC progresse de 5,9 points en septembre 2020, par rapport au niveau atteint un an plus tôt, pour s'établir à 132,3 %, du fait de l'évolution des dépôts bancaires (6,1 %) plus forte que celles des concours à l'économie octroyés par les banques commerciales (1,4 %). Cette hausse s'explique aussi par les rapatriements des avoirs extérieurs détenus par les banques commerciales à la suite du renforcement des contrôles de vraisemblance effectués par la Commission Bancaire et par le renforcement de l'application de la réglementation des changes.

Tableau 21 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA)

Contreparties de la masse monétaire	Déc.-19	Jun-20	Déc-20	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
<b>6 539,3</b>	<b>6 872,4</b>	<b>7 402,1</b>	<b>7,7</b>	<b>13,2</b>	
Avoirs Extérieurs Nets	2 370,8	2 337,2	2 336,7	0,0	-1,4
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 653,0	1 494,4	1 344,0	-10,1	-18,7
Avoirs extérieurs nets des BCM	717,8	842,8	992,7	17,8	38,3
Crédit intérieur	4 168,5	4 535,2	5 065,5	11,7	21,5
Créances nettes sur l'Etat	745,7	1 148,9	1 480,1	28,8	98,5
Position nette du gouvernement	745,0	1 140,7	1 451,0	27,2	94,8
Crédit à l'économie	3 422,8	3 386,2	3 585,3	5,9	4,7
Crédit au secteur privé non financier	3 139,2	3 045,2	3 176,3	4,3	1,2
Crédit aux entreprises publiques non financières	230,0	294,1	357,7	21,7	55,5



	Déc.-19 a	Juin-20 b	Déc-20 c	Variations (en %)	
				c/b	c/a
<b>Contreparties de la masse monétaire</b>	<b>6 539,3</b>	<b>6 872,4</b>	<b>7 402,1</b>	<b>7,7</b>	<b>13,2</b>
<b>Ressources du système monétaire</b>	<b>6 539,3</b>	<b>6 872,4</b>	<b>7 402,1</b>	<b>7,7</b>	<b>13,2</b>
Masse monétaire (M2)	5 416,4	5 731,0	6 071,2	5,9	12,1
Billet et monnaie en circulation	1 151,4	1 184,2	1 295,2	9,4	12,5
Dépôt à vue	2 326,6	2 496,6	2 620,4	5,0	12,6
Dépôt à terme et d'épargne	1 938,4	2 050,3	2 155,5	5,1	11,2
Autres postes nets	1 122,9	1 141,3	1 331,0	16,6	18,5

Source : BEAC



### 6.3- Secteur bancaire et financier

En 2020, le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers et 411 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance. La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

### **6.3.1- Secteur bancaire**

A fin décembre 2020, le secteur bancaire se caractérise par une consolidation de ses activités, notamment : (i) une hausse du total des bilans ; (ii) une augmentation des dépôts de la clientèle ; (iii) un accroissement des crédits à la clientèle ; (iv) une amélioration de l'inclusion financière et de ; (v) la conformité aux normes prudentielles.

Le total du bilan de l'ensemble des banques progresse à un rythme plus élevé (8,3%), pour se situer à 7 010,7 milliards. Afriland First Bank occupe la première place, avec 18,0% du total du bilan de l'ensemble des banques. Elle est suivie par Société Générale-Cameroun (15,1%), BICEC (10,4%), la S.C.B. (8,9%), BAC (8,0%), UBA (6,9%) et ECOBANK (6,6%).

#### **6.3.1.1-Dépôts de la clientèle**

Au terme de l'année 2020, les dépôts augmentent de 10,4% en glissement annuel et se chiffrent à 5 378,7 milliards.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises publiques (contribution de 3,2 points à la croissance des dépôts), des entreprises privées (contribution de 3,4 points) et des particuliers (contribution de 3,1 points à la croissance). Les dépôts des organismes publics, en baisse de 24,2% en glissement annuel, ont ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (40,1%), suivis des entreprises privées, y compris les individuelles (27,6%), et de l'administration publique centrale (9,0%). Les entreprises publiques pèsent 6,9% de l'ensemble des dépôts, contre 3,3% pour les sociétés d'assurance et de capital et 2,7% pour les administrations privées.

Tableau 22 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.-19	Jun-20	Déc-20	Variations (%)		Poids en Déc. 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	461,2	492,0	486,3	-1,2	5,4	9,04
Administration publique locale	20,9	31,3	27,2	-13,1	30,1	0,51
Organismes publics	174,4	157,5	137,1	-13,0	-21,4	2,55
Administrations privées	129,4	166,3	148,1	-10,9	14,5	2,75
Entreprises publiques	218,0	261,1	372,4	42,6	70,8	6,92
Entreprises privées	1 111,9	1 226,4	1279,2	4,3	15,0	23,78
Sociétés d'assurance et de capital	161,0	159,2	179,7	12,9	11,6	3,34
Entreprises individuelles	233,2	197,7	208,0	5,2	-10,8	3,87
Particuliers	2 002,9	2 100,2	2154,6	2,6	7,6	40,06
Divers	357,2	355,2	386,0	8,7	8,1	7,18
<b>Total</b>	<b>4 870,0</b>	<b>5 146,8</b>	<b>5 378,7</b>	<b>4,5</b>	<b>10,4</b>	<b>...</b>

Source: BEAC

Par nature, les dépôts à vue, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse), les dépôts à terme sont tous en hausse. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 78,8% de l'ensemble, contre 13,1% pour les dépôts à terme et 8,1% pour les bons de caisse. En glissement, les dépôts progressent de 10,4%, tirés par les particuliers, entreprises publiques et privées.

Tableau 23 : Dépôts par nature (en milliards)

Libellés	déc-19	juin-20	déc-20	Variation (%)		Poids en déc. 2020
	a	b	c	c/b	c/a	(%)
Dépôts à régime spécial	375,3	402,4	433,5	7,7	15,5	8,1
Dépôts à terme	652,9	659,2	705,9	7,1	8,1	13,1
Dépôts à vue	3 841,9	4 085,2	4 239,2	3,8	10,3	78,8
<b>TOTAL</b>	<b>4 870,0</b>	<b>5 146,8</b>	<b>5 378,7</b>	<b>4,5</b>	<b>10,4</b>	<b>100</b>

Source : BEAC

Sur le marché basé sur les dépôts, Afriland First Bank garde la première place avec 18,4% des dépôts. Elle est suivie par SGC (15,7%), BICEC (11,5%), SCB (9,5%), BAC (6,2%).



### 6.3-1. Encours des crédits

Au terme de l'année 2020, l'encours des crédits s'élève à 3 908,8 milliards, soit une hausse de 6,7% en glissement annuel. Ces augmentations sont soutenues par les crédits octroyés aux particuliers (contribution de 2,1 points à la croissance), des entreprises publiques (contribution de 3,5 points à la croissance) et aux entreprises privées (contribution de 1,3 point à la croissance).

Les principaux domaines bénéficiaires des crédits octroyés sont : « Bâtiments et travaux publics » (20,7% du total des crédits), « Commerce, restauration et hôtellerie » (17,4%), « Transports et activités auxiliaires de transport » (16,5%), « Agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « Production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,7%), « Industries extractives » (11,1%), « Productions des services aux collectivités et personnels » (5,5%), « Activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

Par type de clientèle, 61,8% des crédits sont accordés aux Entreprises privées, y compris les individuelles ; 17,8% aux Particuliers ; 10,3% à l'Administration publique centrale et 9,3% aux Entreprises publiques.

Tableau 24 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Déc.-19	Juin-20	Déc-20	Variations (%)		Poids en déc. 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	295,7	382,5	401,4	4,9	35,7	10,3
Administration publique locale	1,0	1,3	1,0	-23,1	0,0	0,0
Organismes publics	0,2	0,1	0,1	0,0	-50,0	0,0
Administrations privées	11,4	11,0	10,8	-1,8	-5,3	0,3
Entreprises publiques	237,2	294,0	365,1	24,2	53,9	9,3
Entreprises privées	2 227,3	2 323,3	2 273,5	1,8	2,1	58,2
Sociétés d'assurance et de capital	2,5	2,4	10,2	325,0	308,0	0,3
Entreprises individuelles	194,0	133,4	140,7	5,5	-27,5	3,6
Particuliers	620,2	610,8	696,6	14,0	12,3	17,8
Divers	75,3	14,6	9,5	-34,9	-87,4	0,2
<b>Total</b>	<b>3 664,6</b>	<b>3 682,4</b>	<b>3 908,8</b>	<b>6,1</b>	<b>6,7</b>	<b>100</b>

Source: BEAC

S'agissant de la maturité des prêts bancaires, les crédits à court terme représentent 24,7%, contre 47,6% pour les crédits à moyen terme et 2,2% pour les crédits à long terme. Il est à noter que la catégorie des crédits classés en créances brutes en souffrance en représente 16,6%, et ceux qualifiés de comptes débiteurs de la clientèle 8,9%.

Le taux de créances brutes en souffrance se détériore de 0,8 point par rapport à septembre 2020, pour se situer à 16,6%. Les 05 banques ci-après, (SGC, AFB, BICEC, SCB, UBA) portent en même temps 76% de l'ensemble des créances en souffrance et financent 60% des crédits.

Le nombre total de comptes bancaires est en hausse de 100 145 comptes par rapport à fin décembre 2019. Le taux de bancarisation au sens strict de la population active s'est stabilisé à 28,4%.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts a baissé, se situant à 72,7% contre 75,2% à fin décembre 2019. A l'inverse, le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme s'est amélioré, passant de 38,9% à 41,5%.

Sur les 15 banques qui opèrent sur le marché camerounais, la situation des ratios prudentiels se présente comme suit :

- 13 banques respectent le ratio de représentation du capital minimum et de fonds propres nets ;
- 12 banques respectent la norme relative au ratio de solvabilité (couverture des risques) ;
- 12 banques réalisent le ratio minimum de couverture des immobilisations par les ressources permanentes ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité ;
- 12 respectent le coefficient de transformation à long terme.

#### **6.4- Marché financier**

Au début de l'année 2020, seize titres sont inscrits à la cote officielle de la bourse des valeurs L'activité du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC au deuxième semestre 2020 s'est déroulée dans un contexte international et régional toujours marqué par la crise sanitaire de la COVID-19, précédé par la chute des cours du pétrole brut, principal produit d'exportation de la CEMAC, qui ont négativement influencé la situation macroéconomique et les revenus de ses Etats membres.

L'activité boursière sous-régionale (Douala Stock Exchange) a connu un repli. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés sur le marché s'est chiffrée à 701,54 milliards de FCFA en fin décembre 2020, en baisse de 13,3% par rapport au 31 décembre 2019. Cette diminution reflète la baisse combinée de la capitalisation du marché des actions de 1,46 milliards de FCFA et celle du marché des obligations de 131,09 milliards de FCFA.

Malgré la conjoncture difficile liée au contexte sanitaire de la COVID-19, le marché des valeurs du Trésor poursuit sa croissance au deuxième semestre 2020 et permet aux Etats de mobiliser des capitaux de plus en plus conséquents. Grâce à ce marché, les Etats de la CEMAC ont pu lever plus de 1.000 milliards de FCFA, ayant permis de financer de nombreux chantiers d'infrastructures et de faire face aux dépenses imprévues induites par les multiples conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19.

L'encours des valeurs du Trésor au 31 décembre 2020 s'est établi à 3.225,2 milliards FCFA, en hausse de 54,67% par rapport à fin décembre 2019. Depuis janvier 2020, on note une recomposition de la structure du portefeuille de la dette des Etats émise sur le marché des valeurs du Trésor, désormais constitué majoritairement des Obligations Assimilables du Trésor (OTA) représentant 64,52% du portefeuille global des titres. En effet, l'encours des OTA a doublé en un an, passant de 1.037,1 milliards de FCFA à fin décembre 2019 à 2.081 milliards de FCFA. La modification de la structure des instruments financiers circulant sur le marché est la conséquence d'un recours de plus en plus croissant des Trésors publics aux ressources longues, traduisant une consolidation progressive de la confiance des investisseurs aux signatures souveraines de la CEMAC.

# **C- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE**





Pour décrire les tendances sectorielles de l'année 2020, la CCIMA a réalisé une enquête d'opinion auprès de 297 chefs d'entreprises, entre avril et mai 2021. L'échantillon des entreprises a été choisi suivant un sondage aléatoire stratifié ; la base de sondage étant issue des déclarations statistiques et fiscales de 2015.

De l'exploitation de cette enquête, il en ressort que le moral des chefs d'entreprises est resté bas en 2020 en phase avec la mauvaise conjoncture observée au plan national, les responsables d'entreprises estiment pour la plupart que leur niveau d'activité a été atone.

En effet, 56,1% des responsables d'entreprises interrogés pensent que leur chiffre d'affaires a baissé en 2020, traduisant ainsi la perception négative qu'ont la majorité des entreprises, de toutes tailles, de tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions sur leurs conditions d'approvisionnement (solde d'opinion de -61,5%) d'une part, et, d'autre part, sur les évolutions des variables telles que le niveau de leurs commandes, les prix (solde d'opinion de -9,9%), les emplois, les salaires, les bénéfices (solde d'opinion de -50,8%) et le climat des affaires (-54,5%).

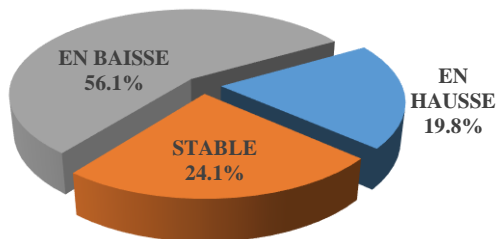
Les opinions émises sont fortement influencées par le contexte de la covid-19 (pour 94,5% des répondants) d'une part et par la persistance des crises sécuritaires dans le septentrion et les régions anglophones (70,9%) d'autre part.

## **I. Activité**

### **En 2020, le chiffre d'affaire aurait baissé pour plus de la moitié des entreprises interrogées ...**

Plus de 56,1% d'entreprises interrogées estiment que leurs chiffres d'affaires auraient baissé durant l'année 2020 comme l'indique le graphique 6 suivant. Cette mauvaise conjoncture serait en lien avec la baisse conjointe de la production (pour 45,1% des répondants) et du niveau des commandes (pour 48% des répondants).

Graphique 6 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2020

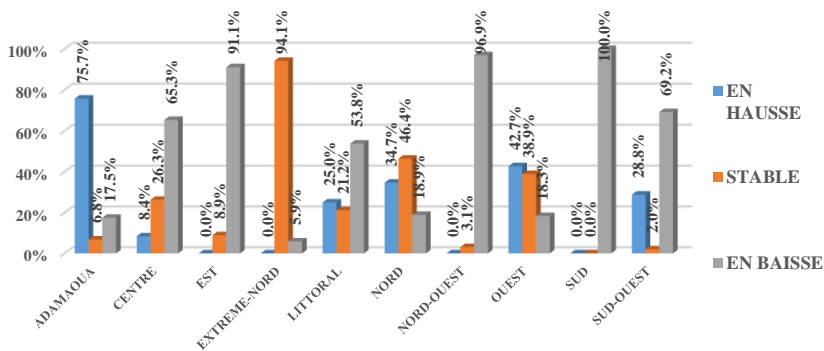


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

**... surtout dans les régions du Sud, du Sud-Ouest et de l'Est...**

Cette impression de baisse du chiffre d'affaires a davantage été observée dans les régions du Sud (pour 100%), du Sud-Ouest (96,9%) et de l'Est (91,1%) ou quasiment tous les répondants ont affirmé avoir noté une baisse de leur chiffre d'affaires. Cependant, pour 75,7% des responsables d'entreprises de la région de l'Adamaoua, le chiffre d'affaires aurait augmenté en 2020.

Graphique 7 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par région, en 2020

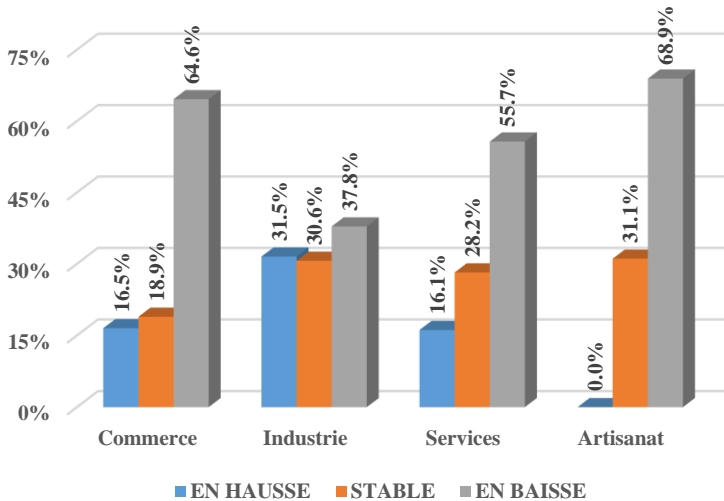


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... dans tous les secteurs d'activité ...

Cette conjoncture défavorable aurait été observée dans tous les secteurs d'activité, l'artisanat suivi du commerce étant les secteurs d'activité où le chiffre d'affaires aurait le plus baissé, avec respectivement 68,9% et 64,6% des répondants qui estiment avoir notés une baisse de leur chiffre d'affaires.

Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par secteur d'activité, en 2020

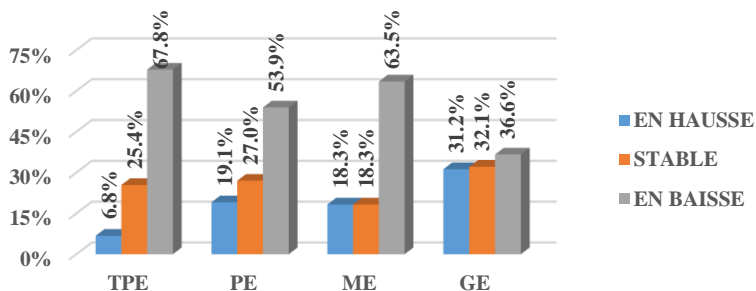


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... et pour toutes les tailles d'entreprises.

La tendance générale de baisse du chiffre d'affaires en 2020 a été observée dans toutes les tailles d'entreprises. Elle a été accentuée chez les Très Petites Entreprises (67,8%) et chez les Moyennes Entreprises (63,5%) comme consigné dans le graphique 9 ci-dessous.

Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur chiffre d'affaires, par taille, en 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

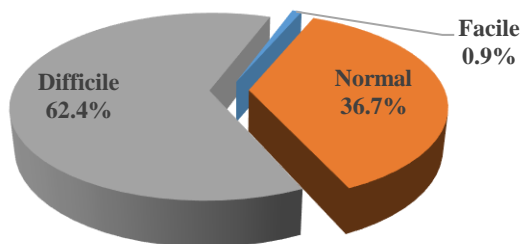
## II. Conditions d'approvisionnement

### Conditions d'approvisionnement globalement difficiles

...

Les conditions d'approvisionnement auraient globalement été difficiles en 2020. Si pour 36,7% des répondants, elles ont été normales, pour 62,4% par contre elles auraient été difficiles en 2020. Par ailleurs, le solde d'opinion sur la situation des conditions d'approvisionnement s'est davantage creusé en 2020 en perdant 31,1 points par rapport à celui de 2019 pour s'établir à -61,5% en 2020.

Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des conditions d'approvisionnement en 2020

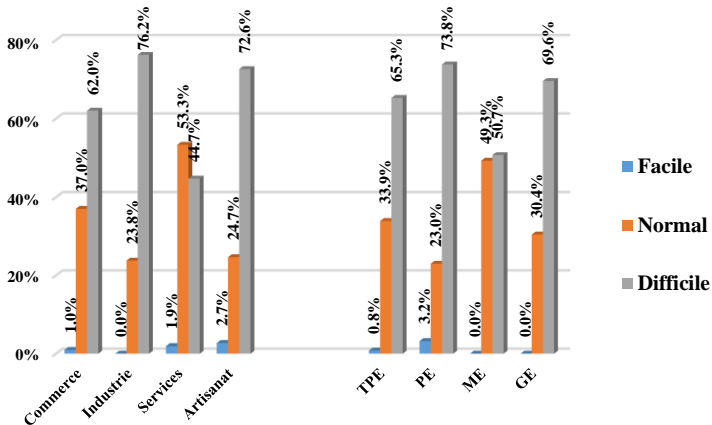


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... quel que soit la taille et le secteur d'activité ...

Les opinions des responsables d'entreprises émises sur la question montrent que, hormis les entreprises du secteur des services et les Moyennes Entreprises, pour les autres secteurs d'activité et les entreprises d'autres tailles, les conditions d'approvisionnement ont été difficiles pour plus de 62% des répondants.

Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des conditions d'approvisionnement par taille et par secteur d'activité, en 2020

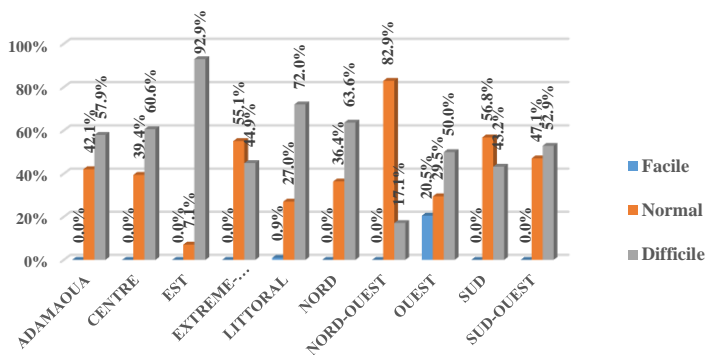


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... et dans toutes les régions.

Cette tendance globale de conditions d'approvisionnement difficiles a été observée dans toutes les régions. La région de l'Est est celle où elles auraient été les plus difficiles avec un solde d'opinion de 92,9%, suivi du Littoral, avec un solde d'opinion de 71,1%.

Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur les l'évolution des conditions d'approvisionnement, par région, en 2020



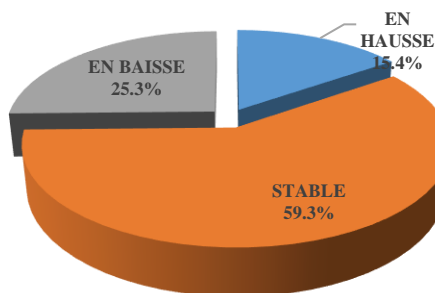
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### III. Prix de vente

**Les prix de vente pratiqués par les entreprises seraient restés stables en 2020...**

Les prix de vente pratiqués par les entreprises en 2020 auraient été maintenus stables pour 59,3% des répondants. Globalement, les dirigeants d'entreprises estiment que les prix de vente ont baissé avec un solde d'opinion de 9,4%.

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, en 2020

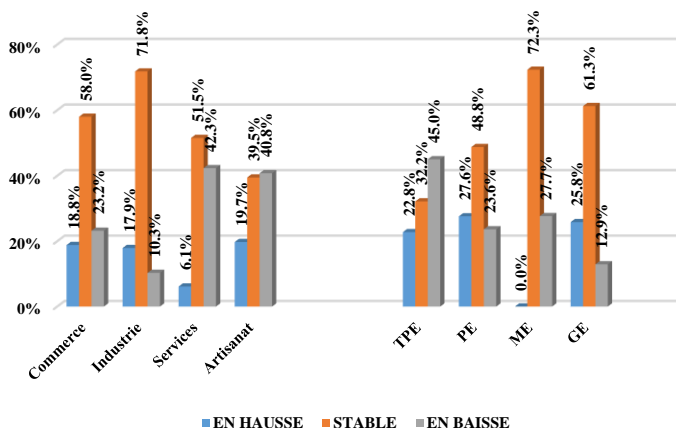


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## ... malgré la baisse des prix notée chez les artisans et les TPE; ...

Les prix de vente pratiqués dans le secteur de l'artisanat (pour 40,8% des répondants) et par les Très Petites Entreprises (pour 45% des dirigeants) auraient diminué au cours de l'année 2020 selon les responsables d'entreprises. Ils seraient restés stables aussi bien dans les autres secteurs d'activité que dans les Petites, les Moyennes et les Grandes Entreprises.

Graphique 14 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente par secteur d'activité et par taille, en 2020

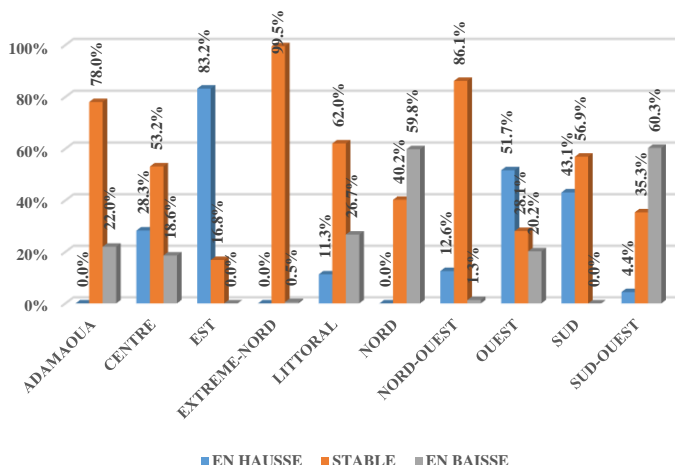


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## ... et le contraste observé par région.

La tendance globale se serait observée seulement dans la région du Littoral et dans une certaine mesure dans la région de l'Adamaoua où les prix de vente auraient été stables en 2020 pour respectivement 62% et 78% des répondants. Dans les régions de l'Est (pour 83,2%) et de l'Ouest (51,2%) par contre, les prix de ventes auraient augmenté.

Graphique 15 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des prix de vente, par région, en 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

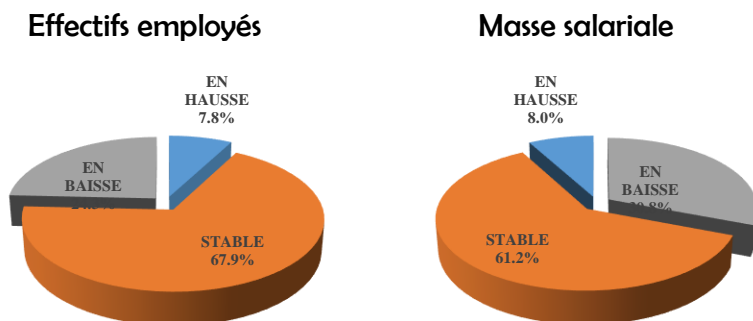
## IV. Effectifs employés et masse salariale

### Les effectifs employés et la masse salariale seraient restés stables en 2020 ...

Si 67,9% des chefs d'entreprises interrogés affirment avoir maintenu leurs effectifs employés stables et par ricochet leur masse salariale, il y aurait globalement eu, baisse conjointe du niveau d'emplois et de la masse salariale en 2020 (avec des soldes d'opinion respectifs de 16,5% et 22,8%).



Graphique 16 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale en 2020

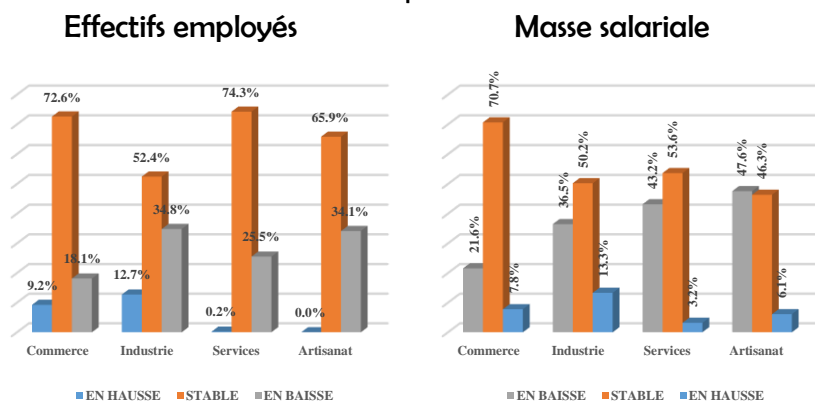


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... dans tous les secteurs d'activité ...

La tendance d'ensemble a été observée dans tous les secteurs d'activité. Toutefois, la baisse globale du niveau d'emploi aurait le plus été vécue chez les artisans et les industriels, avec des soldes d'opinion respectifs de 34,1% et 22,1%. La masse salariale quant à elle aurait baissé beaucoup plus chez les artisans.

Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale par secteur d'activité en 2020

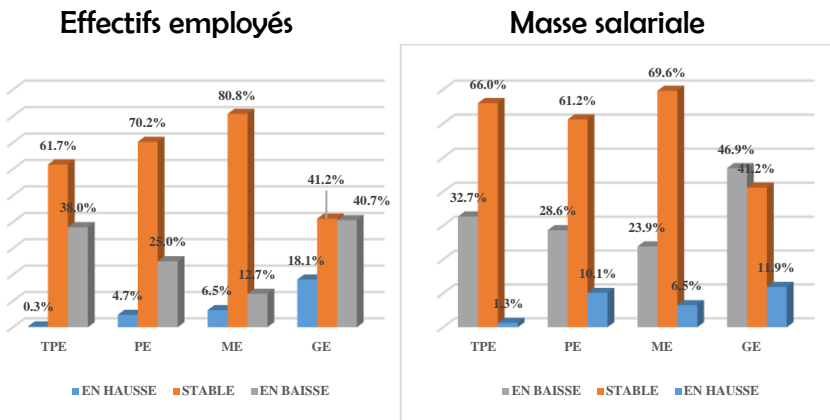


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## ... et pour toutes les tailles d'entreprises ...

Pour les chefs d'entreprises interrogés, les effectifs employés ainsi que la masse salariale ont globalement diminué. Toutefois, les effectifs employés ont été stables dans les TPE, les Petites Entreprises et les Moyennes Entreprises pour plus de 60% des répondants. Par contre, les emplois ont été détruits dans les Grandes Entreprises pour 40,7% des répondants. La masse salariale a baissé dans les entreprises de toute taille en 2020.

Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2020

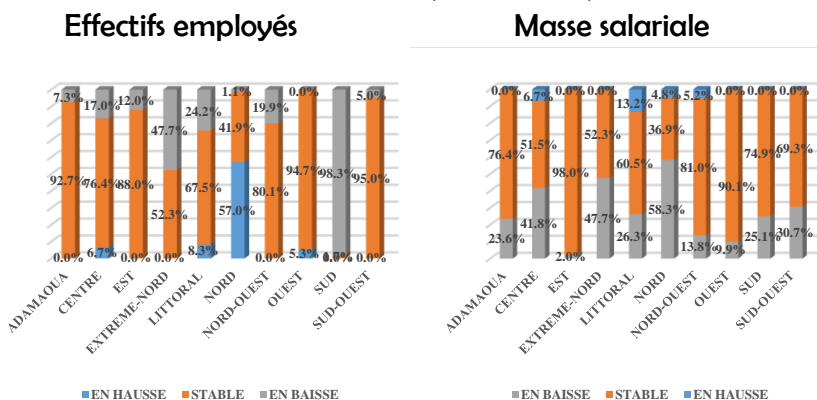


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## ... des embauches dynamiques dans la région du Nord et en baisse au Sud

Les embauches auraient été dynamiques dans la région du Nord, avec un solde d'opinion de 55,9%. Par contre, dans la région du Sud, 98,3% des responsables d'entreprises déclarent avoir réduit les effectifs employés.

Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des salariés et de la masse salariale, selon la taille, en 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

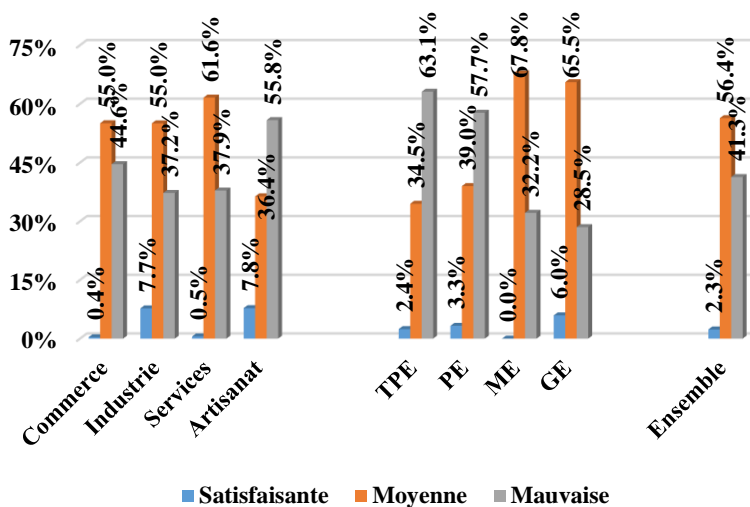
## V. Trésorerie

### Une situation financière globalement mauvaise...

Pour 41,3% des responsables d'entreprises interviewés, la situation de trésorerie a été difficile. La situation financière aurait d'ailleurs été mauvaise avec un solde d'opinion de 39% en 2020, et surtout chez les petites entreprises (avec un solde d'opinion de 54,4%) et les très petites entreprises (solde d'opinion de 60,7%).

La tendance d'ensemble a été observée dans tous les secteurs d'activité et surtout pour les artisans selon 55,8% des répondants.

Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, pas secteur d'activité et par taille en 2020

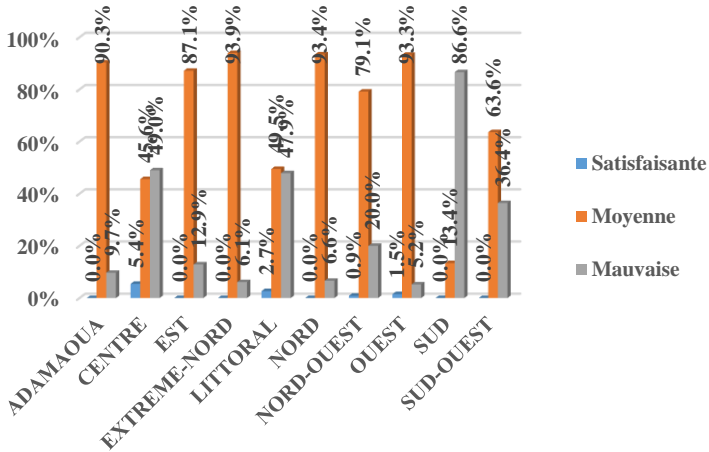


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... surtout dans la région du Sud...

La région du Sud est celle où la majorité des répondants (86,6%) auraient éprouvé des difficultés de trésorerie. Toutefois, dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest, de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord-Ouest, la trésorerie aurait été stable pour plus de 79% des répondants.

Graphique 21 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de la trésorerie, par région, en 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## ... et du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande.

Les tensions de trésorerie pourraient s'expliquer par le ralentissement de l'activité (pour 28,6% des répondants), l'insuffisance de la demande (pour 19,5% des répondants), les difficultés de recouvrement (pour 13,8% des répondants), la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 11,6% des répondants) et les impôts (pour 10,7% des répondants).

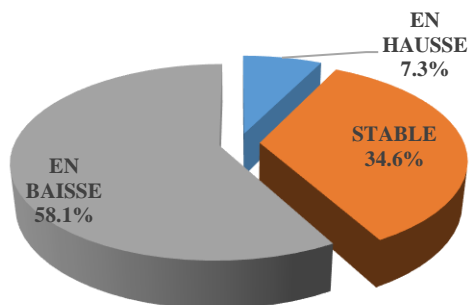
## VI. Bénéfices

### Les bénéfices réalisés en 2020 ont baissé pour la majorité des répondants ...

L'une des conséquences de la morosité de l'activité estimée par les répondants serait l'amenuisement des bénéfices dans l'ensemble

au cours de l'année 2020. Pour 58,1% des répondants, les bénéfices auraient diminué en 2020, tandis que 7,3% déclarent une augmentation des bénéfices.

Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices en 2020

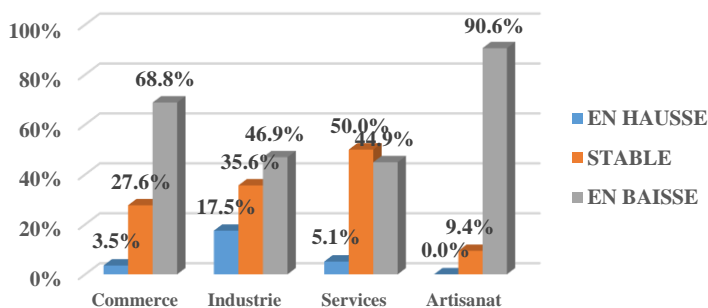


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... surtout chez les artisans ...

Les bénéfices auraient davantage baissé chez les artisans et les commerçants en 2020. En effet, 90,6% des artisans et 68,8% des commerçants déclarent avoir noté une baisse de leurs bénéfices.

Graphique 23 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices, par secteur d'activité, en 2020

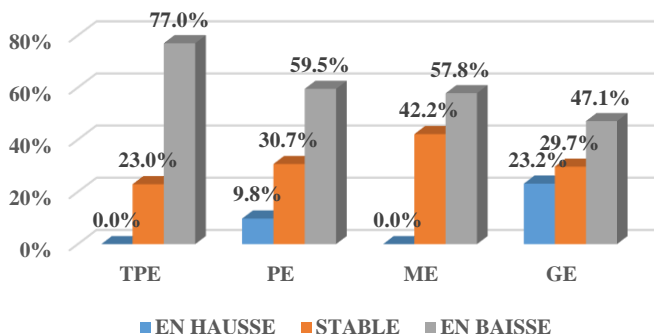


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

### ... et dans les TPE,

La tendance générale de baisse des bénéfices est visible dans toutes les tailles d'entreprises. Les très petites entreprises sont celles où les représentants ont le plus déclaré avoir noté une baisse des bénéfices en 2020 (77% des répondants). Par ailleurs, les Grandes Entreprises (GE) sont celles où la proportion des répondants ayant noté une hausse des bénéfices durant l'année 2020 est la plus élevée (23,2% chez les GE contre 9,8% chez les PE).

Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des bénéfices, par taille, en 2020



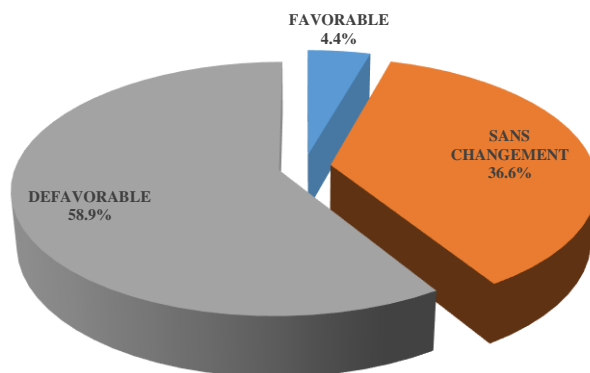
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020

## VII. Climat des affaires

### Climat des affaires défavorable en 2020.

Globalement, le moral des chefs d'entreprises interrogés n'est pas au beau fixe. En effet, ils estiment avec un solde d'opinion de 54,5%, que le climat des affaires leur a été défavorable en 2020. Seuls 4,4% des répondants déclarent que le climat des affaires aurait été favorable en 2020.

Graphique 25 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises en 2020



*Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2\_2020*

### **... mais, bonnes perspectives pour 2021.**

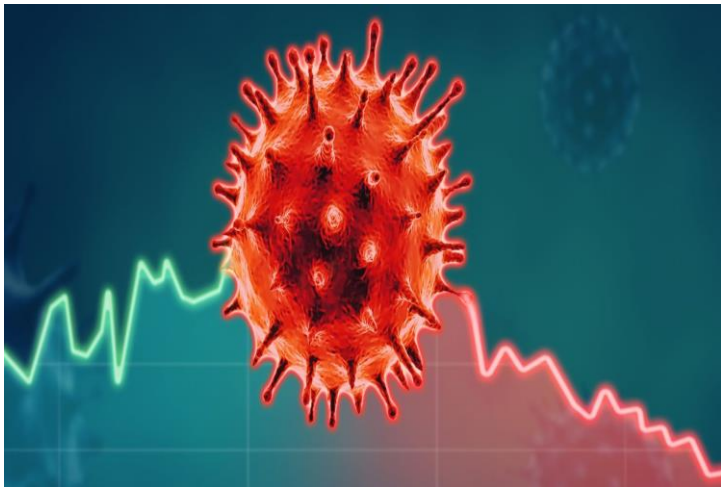
Par ailleurs, ils entrevoient avec un solde d'opinion de 5,3% un climat des affaires globalement meilleur en 2021, malgré le regard pessimiste qu'ils ont sur la manière dont évolue le Cameroun.

Les opinions émises sont fortement influencées par le contexte de la COVID-19 (pour 94,5% des répondants) d'une part et par la persistance de l'insécurité dans le septentrion et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (70,9%) d'autre part.



# **D- POINT DE REFLEXION**

**« COVID-19 ET COMPETITIVITE DE  
L'ECONOMIE ET DES ENTREPRISES »**



L'Afrique n'a pas été épargnée par la pandémie de COVID-19. L'impact économique a été :1) une croissance économique en berne ; 2) un creusement des déficits publics et une hausse de la dette publique ; 3) des échanges extérieurs en baisse du fait de la faiblesse de la demande des produits de base ; 4) l'effondrement du tourisme et du transport aérien ; et 5) la dépréciation des monnaies locales.

Le FMI estime que la croissance africaine s'est contractée de 3.0%, ce qui reste un mauvais résultat jamais observé. Le ralentissement induit affecte l'économie réelle, composée des entreprises et de leurs salariés ; il pourrait entraîner particulièrement la mort de nombreuses petites entreprises, détruisant, de leur côté, des emplois.

## **Impact de la COVID 19 sur les entreprises**

L'impact sur les entreprises s'explique dans un premier temps, par l'interruption brutale des chaînes logistiques articulées avec la Chine. Elles ont mis à l'arrêt des milliers d'entreprises africaines dépendantes de pièces détachées ou d'intrants spécifiques. Les marchés chinois et européens se sont fermés du jour au lendemain, laissant sans activité un nombre important d'entreprises exportatrices. Cet arrêt a aussi touché nombre d'entreprises en croissance rapide et nécessitant l'accès à des capitaux pour alimenter une croissance forte.

La COVID-19 compromet la compétitivité des PME en raison du renchérissement des coûts induit par l'absentéisme pour raisons de santé, de la réticence des chefs d'entreprises à faire bénéficier leurs employés de formations en cours d'emploi, du faible niveau de qualifications des candidats à l'embauche issus d'un système d'enseignement et de formation privé par la maladie d'une partie de ses enseignants.

Les petites entreprises, dont le rôle est crucial pour l'économie africaine, sont plus susceptibles, de souffrir que les plus grandes ;

elles sont de fait plus vulnérables. Les petites et moyennes entreprises (PME) se caractérisent en outre par une faible productivité, un accès limité aux ressources financières, et un rôle souvent négligeable dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales<sup>1</sup>.

La Perspective de la compétitivité des PME 2020 du Centre du commerce international (CCI) montre que, au niveau mondial, deux tiers des micros et petites entreprises ont été fortement affectées dans leurs activités commerciales, contre environ 40 % des grandes entreprises. En Afrique, deux entreprises sur trois sont sévèrement impactées par la pandémie de COVID-19, contre en moyenne 55 % des répondants des autres continents, confirmant la fragilité du secteur privé africain<sup>2</sup>.

### **Des enquêtes d'opinion confirment cette tendance sur les entreprises et les différentes branches d'activités**

Plus spécifiquement, le CCI et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ont, dès le début de la crise, évalué l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le commerce, en collectant des données<sup>3</sup> sur plus de 3 000 entreprises basées dans 22 pays, dont le Cameroun.

Les deux tiers des répondants étaient des micros-entreprises, définies ici comme ayant de 0 à 9 employés, 27 % des petites entreprises (10 à 49 employés), 6 % étaient de taille moyenne (50 à 250 employés) et 3 % de grandes entreprises (plus de 250 employés). Plus des trois quarts des entreprises interrogées sont des prestataires de services, dont 9 % actives dans le tourisme. Les

---

<sup>1</sup>WamkeleMene (2020). "Africangrowth: A new model for a post-COVID-19 world", in *Perspective de la compétitivité des PME 2020*.

<sup>2</sup>Centre du commerce international (2020). "COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business", in *Perspective de la compétitivité des PME 2020*, ITC, Genève.

<sup>3</sup> En menant une enquête du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone

autres relèvent de l'industrie (alimentaire ou non, 16 %) et du secteur primaire (5 %). La majorité des répondants déclarent ne pas exporter.

Plus de 99 % des entreprises interrogées déclarent être impactées, d'une manière ou d'une autre, par la crise liée au COVID-19. Les répercussions qui s'annoncent laissent craindre une crise économique difficile à juguler dans les mois à venir.

Un quart des répondants a vu son chiffre d'affaires baisser. Les services restent au premier rang des secteurs affectés. Huit entreprises prestataires de services sur dix ont enregistré des baisses de leurs ventes, contre environ 70 % des entreprises dans les autres secteurs. Les analyses montrent également que les entreprises les plus petites ont davantage été affaiblies. Huit micros-entreprises sur dix ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires, contre 72 % pour les grandes entreprises. À l'inverse, certaines grandes entreprises (8%) sont parvenues à enregistrer des hausses de leurs ventes, contre quasiment aucune des micros-entreprises (1 %).

Un tiers des répondants envisage une cessation d'activité, dont une entreprise sur cinq dans le mois. Il s'agit majoritairement de PME : une sur trois affirme se trouver aux portes de la faillite, contre 18 % de grandes entreprises. Les répercussions s'annoncent particulièrement désastreuses dans le secteur du tourisme, où presque la moitié des entreprises pourrait mettre la clé sous la porte. À l'inverse, la majorité des entreprises de l'industrie non alimentaire pourraient survivre : seules 11 % des entreprises du secteur envisagent une fermeture définitive.

À ces contre-performances économiques majeures s'ajoutent des ruptures d'approvisionnement auxquelles la moitié des répondants sont confrontés, ainsi que des difficultés de trésorerie pour également la moitié d'entre eux. Trois quarts de petites entreprises ont fait face à des difficultés de trésorerie, contre 47 % des grandes entreprises. S'ensuivent des difficultés à exporter et des baisses des investissements pour un quart des entreprises.

Les entreprises ont tant bien que mal fait face à la crise. Les diverses stratégies adoptées mettent en évidence leur degré d'agilité et de résilience, et montrent aussi le degré de difficulté pour s'adapter à une crise d'une telle ampleur. Elles ont opté pour la fermeture temporaire de leurs locaux (50 %), la mise au chômage partiel de leurs salariés (46 %), le rééchelonnement de leurs prêts bancaires (12 %) ou encore le télétravail (9 %).

Elles se sont davantage appliquées à proposer de nouveaux biens et services (17 %) et à détacher leurs salariés vers d'autres activités. Une PME sur quatre a en effet su faire preuve d'agilité, contre 15 % de grandes entreprises. Une micro-entreprise sur cinq a songé à proposer de nouveaux produits ou services, contre 11 % des grandes entreprises. En outre, la plupart des PME a su préserver son personnel quand une grande entreprise sur dix a licencié des salariés. Toutes les entreprises ont su mettre à profit leurs avantages et faire preuve de résilience. Elles ont toutes, à proportion quasi égale, temporairement fermé leurs locaux. Par ailleurs, les grandes entreprises, probablement mieux connectées à Internet, ont pu recourir au télétravail.

Au niveau des secteurs, c'est l'industrie non alimentaire qui tire le mieux son épingle du jeu : un tiers des entreprises a fait preuve d'agilité. Une entreprise du secteur sur deux a ainsi proposé de nouveaux produits contre 30 % ou moins des entreprises des autres secteurs. Certes, les entreprises du secteur touristique ont été moins agiles, mais elles ont été les plus résilientes (81 %). Les mesures de licenciement et de vente des biens de l'entreprise ont été, quant à elles, plus fréquentes dans le secteur primaire.

## **Réponses des Gouvernements**

La plupart des gouvernements ont mis en place des mesures pour atténuer les répercussions sanitaires et économiques de la pandémie, selon les résultats de l'enquête menée par le CCI et la CPCCAF.

Les aides financières ressortent comme les principales mesures gouvernementales sollicitées par une majorité d'entreprises (53 %).

Une analyse détaillée montre qu'à l'instar de nombreuses entreprises des allègements fiscaux temporaires sont les mieux à même de soulager les entreprises de taille moyenne. Les grandes entreprises ne semblent pas être pour autant dans une situation d'urgence financière, en comparaison avec les PME. Dans l'ordre, deux grandes entreprises sur trois souhaitent bénéficier d'aides à l'emploi et d'une pause dans les prélèvements fiscaux, et un tiers fait appel à une réduction des taxes à l'importation, quand un tiers des PME solliciterait plutôt une absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers ou des charges locatives.

Metcalfe, Ramlogan et Uyarra (2003) affirment que ce sont les caractéristiques de l'entreprise qui déterminent sa compétitivité, ces caractéristiques étant notamment :

1) L'efficience et l'efficacité de l'utilisation des ressources ; 2) La détermination et l'aptitude à investir ; 3) La capacité d'innover pour améliorer la technologie et l'organisation de l'entreprise, et ainsi gagner en efficience et en efficacité. Meyer-Stamer (1995) souscrit à la thèse selon laquelle la compétitivité se joue au niveau de l'entreprise, mais est en partie déterminée par un contexte général et un jeu complexe d'interactions entre les pouvoirs publics, les entreprises et d'autres acteurs.

Pour renforcer la compétitivité des entreprises, le caractère prévisible de l'environnement industriel et commercial est un élément crucial pour la prise de décisions. Un déficit budgétaire maîtrisé, une inflation basse et un régime monétaire stable et transparent, assurant la compétitivité du taux de change, sont autant de facteurs qui contribuent à garantir la stabilité minimale dont les entreprises ont besoin pour prendre des décisions valables.

Toute stratégie d'amélioration de la compétitivité des entreprises doit par nature être axée en priorité sur les difficultés auxquelles se heurtent particulièrement les PME en raison de leur taille, et avoir pour ambition de pallier les insuffisances des structures institutionnelles et organisationnelles dans le but de dynamiser leur compétitivité.

En matière de compétitivité, les PME ont d'abord besoin d'accéder facilement et au meilleur coût à l'information de premier niveau : informations scientifiques et techniques, statistiques, financières et commerciales, juridiques et légales. Une part importante de cette information est détenue par des structures publiques et parapubliques.

Il est souhaitable d'avoir une vision globale des répercussions de la politique macroéconomique et de l'environnement dans lequel les entreprises exercent leur activité sur les PME (particulièrement résilientes face au COVID-19) auxquelles il revient en premier lieu de décider d'investir pour croître et asseoir leur avantage compétitif.

Théoriquement, un environnement microéconomique propice à l'épanouissement de l'esprit d'entreprise exige notamment une simplification du cadre juridique et réglementaire, une bonne gestion des affaires publiques, une absence de corruption, une amélioration de l'accès au financement et un élargissement de l'offre de financement, des infrastructures adaptées, une main-d'œuvre nombreuse qui soit qualifiée, adaptable et en bonne santé, une valorisation de l'image de l'entreprise au sein de la société dans son ensemble et la possibilité qu'ont les entreprises de se procurer des facteurs de production autres que la main-d'œuvre à des prix compétitifs.

Il est du ressort des pouvoirs publics de mettre en œuvre une stratégie visant à accroître la compétitivité des entreprises. Et il est indispensable de veiller à la cohérence des politiques menées par des administrations agissant de manière coordonnée et en étroite collaboration avec les PME/le secteur privé et les partenaires au développement.

Il faut évaluer la demande de l'économie en matière de qualifications. Les systèmes d'enseignement et de formation peuvent influencer sur l'intensité de l'activité entrepreneuriale dans notre pays où la création d'entreprises innovantes est une priorité. Valoriser l'image de l'entreprise dans l'inconscient collectif est un

projet de longue haleine dont la pièce maîtresse est le système d'enseignement et de formation.

En perspective, il y a lieu d'établir des données statistiques sur l'état et la santé du secteur des PME, en collaboration avec les institutions d'appui aux PME et l'Institut national de la statistique.



# **E- ANNEXE : LA CCIMA EN ACTION EN 2020**





Dans cette partie, seront décrites quelques actions phares de l'Institution Consulaire en 2020. Celles-ci découlent de la mise en œuvre de son projet de performance triennal (2018-2021) pour l'exercice 2020.

Au cours de l'année 2020, en dépit de la recrudescence de la pandémie COVID-19, la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun s'est concentrer sur la production de l'information économique, l'organisation des salons locaux, l'amélioration des capacités logistiques de production du Centre d'Incubation Pilote (CIP), le renouvellement de l'Assemblée Consulaire, la tenue des réunions statutaires. La poursuite et le suivi des activités de développement de la chaine de valeur poivre de Penja à travers le programme du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF) ; la préparation de l'implémentation du Programme ARCHIPELAGO, Youth and Gender Connect en partenariat avec la Chambre des Métiers de l'Artisanat des Pays de la Loire sur la transformation agroalimentaire, la réparation automobile et l'entrepreneuriat.



## **Contribution de la CCIMA à l'amélioration du climat des affaires;**

**Cameroon Business Forum :** Le Premier ministre, Joseph Dion Ngute a présidé le 22 octobre 2020 à l'Auditorium de ses services à Yaoundé, la 11e session du Cameroun Business Forum (CBF), plateforme de discussions entre le gouvernement et le secteur privé, sur le thème : « L'environnement des affaires à l'épreuve du COVID-19 ». Au cours de cet événement à laquelle le Président de la CCIMA a présenté les préoccupations du secteur privé, plusieurs thèmes ont été abordés par les experts. Les acteurs publics et privés ont parlé des conséquences économiques des pandémies, l'impact du coronavirus sur les entreprises, les stratégies du secteur privé face à la crise pandémique, les mesures d'accompagnement gouvernementales en matière fiscale et financière face à la crise sanitaire; la résilience et les perspectives de l'économie camerounaise face au COVID-19.

**Concertation secteur privé, secteur public :** en 2020, malgré le contexte sanitaire difficile, la CCIMA a pu organiser une rencontre entre les acteurs impliqués dans la filière ferreuse des matériaux de construction. Ladite rencontre s'est tenue le mercredi, 21 octobre 2020, à partir de 10h, dans la salle de conférences de l'immeuble siège de la CCIMA, sis à Douala, Bonanjo, en présence les opérateurs économiques, de plusieurs structures publiques et privées telles que le Ministère du commerce, le Ministère de l'industrie, le Ministère des PME, la Direction Générales des Douanes, l'Agence de Promotion des Investissements, l'Office National des Zones Franches Industrielles (ONZFI), et des associations professionnelles telles que le Groupement Inter patronal du Cameroun, la chambre des architectes etc...



L'objectif de la rencontre était d'adresser deux préoccupations soulevées par le Syndicat Nationale des Importateurs et des Distributeurs des Matériaux de Construction (SYNDIMAC), à savoir : le fait que, d'après leurs observations, les entreprises bénéficiaires des cahiers de charges importent hors taxes certains produits semi finis à l'instar des fils machines (position tarifaires 72-13 et 72-27) qui servent à la fabrication des clous et autres produits voisins, alors que dans le même temps les sociétés membres du Syndicat importent rigoureusement les mêmes produits en s'acquittant de la totalité des droits et taxes exigibles par la réglementation en vigueur, pour la fabrication des produits finis similaires, soit 10% de Droits de Douanes et TVA au taux normal ; et également le fait que pour les autres produits ferreux et aciers à l'exclusion des matières premières non produites localement, l'administration des douanes n'ait de cesse d'imposer des valeurs mercuriales qui ne tiennent pas compte des réalités du marché international, dans un contexte où les entreprises locales ne peuvent pas les fabriquer. Les recommandations de cette concertation ont été transmises au Premier Ministre chef du Gouvernement.



**Formation professionnelle des acteurs économiques :** La CCIMA a organisé en 2020 en présentiel, en visio-conférences et en mode hybride quatorze (14) actions de sensibilisation et de renforcement des capacités au bénéfice de sept cent onze (711) opérateurs économiques, dont environ 75% pour le siège et 25% dans les délégations régionales. Ces sessions de formation ont porté sur des thématiques diverses dont entre autres « les techniques et pratiques des projets en Partenariat Public Privé (PPP) appliquées à la gestion des projets » ; « comment assurer la continuité de l'activité de l'entreprise en période de crise majeure telle que la pandémie COVID-19 ? » ; « business plans et business model, leurs nécessités dans la création d'entreprise » ; « Innovations de la Loi de Finances 2020 et conséquences sur le développement de l'entreprise » ; « comment le code-barres conforme et international permet-il d'améliorer la compétitivité de l'opérateur économique en période de la pandémie du COVID-19 ? » ; l'organisation de la troisième édition des « Ateliers Préalables à l'Installation au Cameroun (APIC) » avec un appui de la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC) ; « la gestion du temps », pour ne citer que ceux-là.

**Partenariat CCIMA / BMN :** La mise en œuvre du plan d'actions conjoint CCIMA-BMN 2020, a permis la réalisation du profilage des entreprises réparties sur l'ensemble du territoire national, dans le cadre du Programme Industrialisation et Valorisation des Produits Agroalimentaires (PIVPA). Cette activité

a été réalisée par soixante (60) stagiaires recrutés par la CCIMA en lien avec les secrétaires régionaux, et a permis de profiler trente-six (36) entreprises à qui des appuis ont été octroyés.



**Programme PEA-JEUNES** : Le partenariat avec le PEA-jeune a permis aux responsables du CIP de la CCIMA de participer au comité de validation des projets des jeunes souscripteurs. A l'issue des travaux, 80 jeunes porteurs d'initiative économique ont été sélectionnés, dont une partie, entrera en incubation au CIP de la CCIMA. Aussi, les activités de suivi-accompagnement se sont poursuivies, lesquelles ont permis d'identifier 123 jeunes et de diagnostiquer 104 en activité ou en cours d'installation. Les 104 diagnostiqués ont bénéficié de trois sessions de renforcement des capacités en 2020.

**Appui Techniques des entreprises et organisations professionnelles** : Les appuis spécifiques aux porteurs de projets et aux opérateurs économiques ont également constitué une part non négligeable de l'action consulaire au cours de l'année 2020.



fonds de dotation  
**PIERRE CASTEL**  
*Agir avec l'Afrique*

**Prix Pierre Castel** : l'organisation de la troisième édition du Prix Pierre Castel, a été assurée, de même que le suivi le suivi du lauréat de l'année 2019. L'action consulaire a en effet, permis le lancement de l'appel à candidature le 19 mars 2020 sur toute l'étendue du territoire, suivi des sessions de pré-qualification par les jurys le 26 mai 2020, et de sélection d'un lauréat le 06 juillet 2020, qui ont abouti à la publication des résultats primant un entrepreneur spécialisé dans la transformation de la banane-plantain en chips d'une somme de dix (10) millions de FCFA.



**Appui à l'amélioration de la qualité des produits du Groupement représentatif Poivre de Penja** : avec l'accompagnement technique et financier du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF) à travers le COLEACP, organisme de mise en œuvre du



don 494 876 euros pour la réalisation du Programme STDF PG 593 « Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja pour son accès aux marchés », ledit programme lancé depuis le 26 octobre 2019 pour une durée de trois ans est entré dans sa phase opérationnelle proprement dite avec mise en œuvre effective de plusieurs activités en dépit de la pandémie COVID-19. Plusieurs activités ont été organisées avec succès par la coordination locale dont la CCIMA a un point focal et sous la supervision du COLEACP. Nous pouvons énumérer entre autres :

- l'organisation de cinq (05) sessions de sensibilisation et d'information des acteurs de la filière poivre, dans les cinq (05) bassins de production de poivre sur les activités du programme STDF PG 593 au mois de janvier 2020, à raison d'une session par bassin, permettant ainsi de toucher 193 acteurs, dont 5% de femmes ; la réalisation par un expert camerounais de l'analyse des risques Sanitaires et Phytosanitaires (SPS) de la chaîne de valeur ce qui a permis de caractériser et analyser les différentes étapes du processus de production, de conditionnement et de distribution du poivre de Penja ;
- La rédaction du guide sectoriel de bonnes pratiques sanitaires et phytosanitaires (guide qui comprend la liste des outils techniques et pédagogiques à développer pour mener à bien les futures formations) par deux experts camerounais et un expert européen contractualisés, la validation par les acteurs de la filière poivre de Penja a eu lieu le 11 novembre 2020 à Penja ;
- La création d'une base de données géo-localisée (2.1) de l'IGPP avec l'appui d'un expert et de l'accompagnement de l'OAPI par la mise à disposition des appareils de géolocalisation ;
- L'organisation du 21 au 23 Décembre 2021 à la première phase de la formation des formateurs et des facilitateurs à l'Hôtel BONANDAM de NJOMBE.



**Projet Youth and Gender Connect** : A la suite d'un appel à proposition du consortium ARCHIPELAGO, la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat a soumis un projet en partenariat avec la Chambre des Métiers des Pays de la Loire en France « programme de formation des jeunes sur la transformation agroalimentaire, la réparation automobile et l'entrepreneuriat au Cameroun dénommé Youth and Gender Connect ». Ledit projet a été sélectionné et a bénéficié d'une subvention de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante (499 960) Euros et vise la formation suivant le mode dual (Centre de formation, entreprises) d'au moins 480 jeunes avec une préférence pour les migrants de retour de 15 à 40 ans, pendant une période de 24 mois à compter du mois de septembre 2020. Du 11 au 16 décembre 2020, des équipes de la coordination du programme ARCHIPELAGO se sont déployés dans les villes de Douala, Bafoussam, Yaoundé et Ngaoundéré afin de sensibiliser et informer environ 417 potentiels participants au programme, notamment : les responsables des unités des transformations agroalimentaires, les garages automobiles, les centres de formation et les autorités administratives concernées.



De même des 07 (sept) ateliers de diagnostic des besoins des acteurs de ces deux métiers ont favorisé une bonne compréhension des besoins en renforcement des capacités, la spécification des prérequis et la priorisation des besoins en formation duale. C'est 214 (deux cent quatorze) acteurs des métiers de la réparation automobile et de la transformation agroalimentaire qui ont

effectivement participé aux travaux en atelier dans les quatre régions cibles.

Dans la perspective du recrutement des apprenants de la première année du programme, un appel à candidature N° 0001/CCIMA/SG/DAPE/DAPEA du 20 décembre 2020 a été lancé dans le journal Cameroon Tribune, puis relayé à travers les réseaux sociaux, et les autres canaux de communications.

### **Production et diffusion de l'information économique :**

Rendu au terme de l'année 2020, la note de conjoncture du second semestre 2019 a été élaborée sur la base de l'analyse des données issues de l'exploitation des 300 questionnaires administrés en avril 2020 malgré la situation sanitaire délicate. La note de conjoncture du premier semestre de 2020 dont l'enquête a été lancée au cours du dernier trimestre 2020, compte tenu de la situation sanitaire, ces enquêtes ont été couplées à des enquêtes de suivi de l'impact de la COVID19 sur le développement des affaires au Cameroun. La validation de ladite note par le Comité Scientifique de la CCIMA interviendra au cours du premier trimestre 2021.

Le rapport sur la situation économique du Cameroun en 2019 a été produit, validé par le Comité Scientifique de l'Observatoire Economique de la CCIMA et diffusé via les différentes plateformes numériques. Son impression en version papier est intervenue en décembre 2020. Le point de réflexion de cette édition a porté sur la thématique : « ZLECAf, défis, opportunités et perspectives ».

Il est à noter que pour des raisons liées à la situation sanitaire, la CPCCAF a suspendu la production du baromètre des PME. En outre, le numéro 25 du journal « La Chambre, spécial élection consulaire 2020 » a été réalisé, produit et distribué par la Cellule de Communication.

**Mise à jour du fichier consulaire de la CCIMA :** Deux cent quarante-six (246) entreprises se sont inscrites au Fichier Consulaire. La répartition par section est la suivante : 49% pour les

entreprises de services ; 30% pour les entreprises de Commerce ; 17% pour les entreprises industrielles et 10% pour les entreprises artisanales.

### **Promotion économique et coopération internationale :**

Les activités réalisées tant au plan local, qu'extérieur, dans le cadre des missions de promotion économique visent principalement à trouver des débouchés aux produits et services pour les entreprises camerounaises. Ces actions qui s'appuient, notamment en ce qui concerne le volet international, sur l'entretien d'une coopération mutuellement bénéfique avec les partenaires étrangers, confèrent une situation de quasi-monopole aux chambres consulaires confrontées à une concurrence institutionnelle et privée de plus en plus agressive. Malheureusement avec la fermeture des frontières consécutive aux actions concertées de limitation de la propagation du coronavirus qui a fortement impacté la tenue d'événements promotionnels.

L'organisation des manifestations commerciales dans les régions visait principalement, à l'aune de la décentralisation, la promotion économique des produits et services régionaux. A cet effet, des TDR de référence de l'activité ont été rédigés, mais l'activité n'a pas été mise en œuvre en raison de la situation sanitaire.

La CCIMA a au cours de l'année 2020 conçu un nouveau concept de promotion du « made in cameroon » qui sera déployé dans les tous prochains mois en fonction de l'évolution de la pandémie coronavirus.



**Forum des investisseurs (F2i) :** Parti pour se tenir en octobre 2020, le F2i sous le thème « La relance de l'investissement après la crise sanitaire du COVID-19 : Quels mécanismes et outils d'appui ? » p dans la salle de conférence de « La Falaise Diamond » à Douala-Bonanjo, avec le Pakistan comme pays invité d'honneur a été reporté pour la période allant du 16 au 18 novembre 2021, à cause de l'apparition de nouveaux variants du virus et donc de l'impossibilité que se déplacent les partenaires étrangers attendus d'une part, mais aussi, à cause de la timidité des inscriptions des participants sur la plateforme, tant du côté des porteurs de projets que de celui des institutions de financement. Une convention a été proposée aux établissements de crédit camerounais afin qu'ils s'approprient la plateforme et l'animent. Plusieurs tâches ont déjà été menées (plaçant l'état des préparatifs à 60%) dans le cadre de l'organisation de cet événement à savoir : la signature des protocoles de collaboration entre la CCIMA et RUBY ENTREPRISE Sarl d'une part, pour l'accueil d'une mission multisectorielle pakistanaise composée d'acteurs économiques publics et privés et d'autre part avec ALCOBEEES, basée en France pour mobiliser les investisseurs Russes et certaines entreprises européennes ; La création et la mise en marche d'un site web dédié au Forum ([www.f2icameroun.com](http://www.f2icameroun.com)); la conception des supports de communication et de sensibilisation des potentiels participants ; la saisine et la sensibilisation des cibles en vue de l'organisation des B2B et échanges, etc....

**Coopération Internationale :** S'agissant des activités de coopération avec les partenaires internationaux (CCI Sfax, Maroc Export, UPMI, CCI Johannesburg,), notons que la CCIMA s'est inscrite et a effectivement participé aux travaux de la 36ème réunion des ICCIA qui s'est tenue par visioconférence le 05 septembre 2020. Un projet de Protocole de Partenariat entre l'Union des Chambres de Commerce, de l'Industrie et des Bourses de Turquie (TOBB) et la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA) est en cours de préparation, et la signature imminente.



**Renouvellement des Membres de la CCIMA en 2020 :** Suite à la convocation du corps électoral par décision n°007328/MINMIDT/CAB/CE du 07 mai 2020 du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Président de la Commission Electorale, les opérateurs économiques se sont rendus aux urnes le 07 juillet 2020, à l'effet d'élire les membres de l'Assemblée Plénière de la CCIMA. Cent vingt-deux mille deux cents (122 200) électeurs étaient appelés à élire les membres de la CCIMA répartis dans neuf (9) sous-sections à savoir, Artisanat de Production, Artisanat de Services, Moyennes et Grandes Entreprises de Commerce, Très Petites et Petites Entreprises de Commerce, Mines, eau Energie et BTP, Moyennes et Grandes Industries, Petites Industries, Moyennes et Grandes Entreprises de Services et Petites Entreprises de Services.

A suite de la publication par la Commission Electorale le 17 Juillet 2020 de la décision n° 000322/MINMIDT/CAB/CE portant publication des résultats définitifs des élections du 07 juillet 2020 pour le renouvellement des membres de la CCIMA, le président de la République a procédé à la nomination de M. Christophe EKEN, comme Président de la nouvelle Chambre élue pour la mandature 2020 - 2024, le 07 Août 2020 par le décret N° 2020/409. L'installation des membres de la nouvelle mandature par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique s'est tenue le 24 septembre 2020, à DOUALA à l'Hôtel la Falaise de Bonanjo.

**Réunion du Bureau Exécutif :** Deux réunions du Bureau Exécutif ont été organisées en 2020, la première le 09 janvier 2020, portant sur la validation des comptes de l'année 2019, du Budget 2019 et des documents de stratégie de la CCIMA pour l'année 2021.

La deuxième réunion du Bureau Exécutif a eu lieu le 25 septembre 2020 s'est tenue au lendemain de l'installation de la nouvelle Chambre élue et a porté sur la validation des documents de stratégie pour l'exercice budgétaire 2021.



**Assemblée Plénière :** Trois assemblées plénières se sont tenues en 2020. La première Assemblée Plénière a été tenue le 10 janvier 2020 à l'hôtel PRINCE DE GALLES, comptant pour l'année 2019. La session qui était une session des comptes a permis l'approbation du projet de performance de 2020, l'adoption du projet de

budget programme de l'exercice budgétaire 2020 ainsi que l'approbation du compte administratif et du Compte de gestion de l'exercice 2018. La Direction des Etudes et de l'Information Economique a entretenu les membres sur la thématique « Positionner l'industrie africaine pour approvisionner le marché de la ZLECAf »

Une seconde, Assemblée Constitutive, s'est tenue le 24 septembre 2020, suite à la nomination du Président de la CCIMA, elle-même consécutive à la proclamation des résultats de la liste élue à l'issue du scrutin de juillet 2020. Elle a parmi l'installation des nouveaux membres et la formation des organes dirigeants de la CCIMA.

La troisième, qui était également une session des comptes, s'est tenue dans la foulée, le 25 septembre 2020 et a permis la validation des rapports d'activités, de performance, d'exécution budgétaire au 31 août 2020 d'une part, et l'approbations des projets de performance, du budget de 2021. Par la même occasion, les comptes administratifs ont également été adoptés.



## Bibliographie

**CCIMA/Données d'enquête de conjoncture \$2\_2020** : Données de l'enquête de conjoncture du deuxième semestre 2020, réalisée par la Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

**Centre de Commerce International (2020)** : Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone ; COVID-19 : Renforcer la résilience des entreprises ;

**African Union (2020)**. Impact of the coronavirus (COVID-19) on the African economy. [https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-COVID-19\\_impact\\_on\\_african\\_economy.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-COVID-19_impact_on_african_economy.pdf)

**CEA & IEC (2020)**. Observations sur la réaction et les perspectives des entreprises africaines face au COVID-19. IEC : Île Maurice & CEA : Addis Abeba. 30 Avril.

[https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca-iec\\_survey\\_COVID-19\\_french\\_final.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca-iec_survey_COVID-19_french_final.pdf)

**International Trade Center (2020)**. SME Competitiveness Outlook 2020: COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business. ITC, Geneva. <http://www.intracen.org/publication/smeco2020/>

**CEA (2020)**. Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie. Disponible sur

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eca\\_COVID\\_report\\_fr\\_16a\\_pril\\_web.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eca_COVID_report_fr_16a_pril_web.pdf) <https://fr.africanews.com/2020/04/09/coronavirus-l-afrique-subsaharienne-pourrait-connaître-sa-première-recession/>

**IN\$ 2021** : Comptes Nationaux Trimestriels du 4e trimestre 2020

**MINFI/DGB** : Statistique du commerce extérieur, juin 2021

**MINFI/DGB** : Rapport d'exécution du budget 2020, juin 2021

**IN\$, 2021-a** : Note sur le commerce extérieur du Cameroun en 2020

**OCDE (2004)** : Renforcer la compétitivité des PME des pays en transition et en développement.

<https://www.cairn.info/revue-de-l-ocde-sur-le-developpement-2004-2-page-47.htm>

**Wamkele Mene (2020)**. "African growth: A new model for a post-COVID-19 world, in Perspectives de la compétitivité des PME 2020.



# Comité de rédaction

## **Directeur de Publication**

M. EKEN Christophe

## **Superviseur**

M. Halidou BELLO

## **Coordonnateur de la rédaction**

M. YEMENE Samuel

## **Comité scientifique**

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel

Pr BAYE MENJO Francis

Pr ATANGANA ONDOA Henri

Pr FOMBA KAMGA Benjamin

Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier

Dr. EMINI Arnault Christian

M. NKOU Jean Pascal

M. YEMENE Samuel

M. YANGAM Emmanuel

M. OUSMANOU NGAM

## **Secrétariat Technique**

### ***Chef de Secrétariat Technique***

KOFFO Pierre

### ***Membres du Secrétariat***

Dr DIMALA Olivier

ARETOUYAP Amamatou

EKODO Jules Christian

